

Projet

Programme du parti

Version du Comité directeur du 26 mars 2010
à l'intention des sections et autres organes du parti
habilités à présenter des propositions

Le Comité directeur du PS Suisse a établi cette version provisoire du nouveau programme du parti lors de sa séance du 26 mars 2010 et décidé de la soumettre aux partis cantonaux, sections et autres organes habilités à formuler des amendements dans le cadre d'un vaste processus de consultation. Tous ces intervenant-e-s sont prié-e-s de faire parvenir leurs propositions, par courriel, jusqu'au **31 juillet 2010** à l'adresse : **programme@pssuisse.ch**.

Sur la base de ces propositions, le Comité directeur du PS Suisse fera parvenir une nouvelle version du texte aux délégué-e-s qui auront annoncé leur participation au Congrès de cet automne. Celles et ceux-ci pourront, à nouveau, formuler des amendements qui seront traités par le Congrès des 30 et 31 octobre, à Lausanne. Congrès à qui, en définitive, reviendra le dernier mot.

Table des matières

Préface.....	3
Structure et chapitres.....	4
I. LES TEMPS MODERNES	5
1. Réguler la globalisation	5
2. Construction européenne: de l'union pour la paix à l'union sociale.....	7
3. Bouleversement de la société, de l'emploi et des valeurs.....	9
II. NOS VALEURS FONDAMENTALES	13
1. Liberté – Justice – Solidarité.....	13
2. Le développement durable pour une meilleure qualité de vie.....	14
III. NOTRE VISION.....	17
1. La démocratie économique	17
2. Démocratiser l'économie – mais pourquoi ?.....	18
3. Démocratiser l'économie – mais comment?.....	20
4. Découpler la croissance économique de la consommation des ressources ...	24
IV. NOTRE VOIE	25
1. Améliorer la qualité de la vie par la politique sociale.....	25
a. Compléter l'état social par une politique sociale préventive	25
b. Redistribution et sécurité sociale	27
c. Renforcer massivement les mesures en faveur de la formation.....	29
2. Pour plus de démocratie et un état bien organisé.....	31
a. Continuer à développer la démocratie.....	31
b. Renforcer l'état de droit et le principe fédéraliste de subsidiarité.....	32
c. Pour une politique active d'intégration et de non-discrimination.....	34
3. Pour des structures étatiques fortes en Europe et dans le monde	36
a. Coopérer sur un pied d'égalité à l'intégration européenne	36
b. La contribution de la Suisse au renforcement de la gouvernance globale..	37
c. Pour une politique suisse de sécurité et de paix solidaire	39
4. Pour une économie d'avenir au service de toutes et tous.....	41
a. Poser des garde-fous sociaux et écologiques à l'économie de marché.....	41
b. Pour un service public fort	44
c. Imposer le droit au travail dans un environnement nouveau	45
d. Promouvoir les nouvelles technologies au service de l'être humain.....	47
5. Le développement durable fixe des limites à l'économie.....	48
a. Pour une gestion durable de l'environnement.....	48
b. Pour les énergies renouvelables et une politique climatique cohérente	50
c. Pour une mobilité plus durable.....	51
Conclusion – tout dépend de chacune et chacun d'entre nous.....	52

Préface

Le monde entier est en proie à une crise profonde, qui n'est pas seulement celle de la finance et de l'économie, mais aussi celle des concepts politiques et des valeurs fondamentales. Dans un tel contexte, une modernisation complète des bases programmatiques du Parti socialiste suisse s'impose. Le renouvellement du socialisme helvétique est incontournable si l'on veut que l'action collective vers une société plus solidaire et plus juste reste possible et efficace dans les circonstances actuelles. Dans un monde en proie à la récession et soumis à de brusques mutations sociales, nous avons - plus que jamais - besoin d'un socialisme fort. Notre combat, c'est la justice sociale et l'emploi, l'égalité des chances pour toutes et tous et non la multiplication des privilèges pour quelques-uns. Raison pour laquelle nous disons OUI au nouveau, OUI au changement – comme l'a d'ailleurs toujours fait le Parti socialiste, principale force de progrès de ce pays, depuis sa fondation en 1888.

Le rapport entre le programme d'un parti et ses autres textes fondateurs (par exemple les plateformes électorales) est analogue au rapport entre la constitution et les lois. Le programme est de nature plus fondamentale, plus générale, il se place au-dessus des aléas de la politique quotidienne. Son horizon temporel n'est pas la législature, mais la génération. Durable, il doit constituer les fondations d'un édifice qui sera forcément appelé à subir des rénovations. C'est un défi ambitieux, dans un monde marqué par l'accélération des mutations sociales. La plupart des gens sont contraints de s'adapter sans arrêt. La principale exigence à laquelle ils font face, c'est celle de la flexibilité. Lorsque les piliers s'effondrent, que l'on ne sait plus sur quoi s'appuyer et que les anciennes certitudes ne sont plus valables, tous les repères se brouillent. Dans quelle société vivons-nous? Comment fonctionne-t-elle? Où va-t-elle? Et qu'est-ce que cela signifie pour le socialisme? Ce dernier doit savoir reconnaître et interpréter les signes du temps, pour pouvoir influencer autant que possible le cours des choses.

Le Comité directeur du PS Suisse se réjouit de vous soumettre le présent projet, qui est le résultat de recherches et de débats approfondis. C'est le Congrès de Brigue des 23 et 24 octobre 2004 qui a posé la première pierre des travaux de renouvellement. La première étape de ce vaste processus participatif a été consacrée à « une analyse claire ». Sur la base de ce document débattu à l'interne du parti, le conseiller national et ancien président du PS Suisse Hans-Jürg Fehr a développé le texte que vous lirez ci-après. Qu'il soit ici chaleureusement remercié pour le considérable travail qu'il a accompli. Le Comité directeur espère évidemment que ce document fera à nouveau l'objet

de discussions fructueuses et engagées avec pour objectif l'adoption, lors du Congrès ordinaire des 30 et 31 octobre 2010 à Lausanne, d'un programme moderne qui incitera un maximum de personnes à nous rejoindre et à partager notre OUI au changement et au renouveau, ainsi que notre combat pour la justice sociale.

Structure et chapitres

Ce programme comprend quatre parties. L'introduction sur « Les temps modernes » est suivie d'un chapitre II consacré aux valeurs essentielles du socialisme, aux phares conceptuels qui nous guident depuis toujours. Dans le chapitre III, plus visionnaire, il est question du capitalisme, des moyens de le dépasser et du nouvel ordre économique auquel nous aspirons. Dans tous les programmes du PS Suisse, on retrouve la vision de la démocratie économique. Nous en reprenons le fil tout en tenant compte d'une série de réalités existantes qui anticipent, à leur manière, cette future démocratie économique dans certains domaines. Notre vision est donc concrète, elle peut se développer sur de solides racines et a déjà porté des fruits.

Le chapitre IV « Notre voie » relève les principaux enjeux pour lesquels devra, à notre avis, s'engager l'action politique du PS au cours des années et décennies à venir. Le point de départ, c'est la situation actuelle. Il s'agit, en l'occurrence, des étapes à franchir pour restaurer la justice sociale, instaurer l'égalité des chances pour toutes et tous et non multiplier les privilèges réservés à une minorité. Nous aurons besoin de patience et de persévérance, et nous devons être capables de ne pas transiger avec nos valeurs fondamentales en recherchant et nouant des compromis et des solutions susceptibles de rallier une majorité. Le PS est le seul parti qui, sans contradiction, poursuit simultanément une vision et la recherche de solutions pragmatiques. C'est la source même de notre action quotidienne.

Chaque chapitre est construit de manière analogue: il débute par une prise de position sur les principes et s'achève sur les principaux défis à venir et auxquels nous entendons bien nous mesurer avec détermination. En cela, les chapitres reflètent l'essentiel des travaux de la première phase de l'élaboration du nouveau programme, visant « une analyse claire ». Ils décrivent les réformes à réaliser et balisent les champs d'action de notre politique. Leur formulation reste volontairement générale, car leur finalité est de poser les fondements programmatiques sur lesquels pourront se développer nos activités concrètes. Les différents chapitres ne sont donc ni exhaustifs ni détaillés, mais contiennent des principes dont il faudra dégager les lignes directrices de notre action politique au quotidien.

I. Les temps modernes

La période actuelle est marquée par deux évolutions significatives qui se produisent hors de nos frontières, mais influencent largement notre pays: la globalisation mondiale et la construction européenne. Ces deux évolutions entraînent une accélération sans précédent des mutations sociales.

1. Réguler la globalisation

La globalisation de ces dernières décennies est d'abord synonyme d'ouverture des marchés – surtout pour le capital, les marchandises et les services, beaucoup moins pour les personnes en recherche d'emploi. Extrêmement mobile, obsédé par le rendement, le capital financier détermine la répartition mondiale du travail. Grâce aux nouvelles technologies de l'information et de la télécommunication, la globalisation a atteint une dimension et une dynamique bien supérieures à celles de l'impérialisme du 19^e siècle. Cette évolution a été favorisée par le passage des anciens pays communistes de l'Europe de l'Est et de la Chine à l'économie de marché capitaliste, délibérément encouragé par les gouvernements de certaines puissances occidentales (USA, GB), au nom de l'idéologie néolibérale du marché, du moins d'Etat et de la trinité désastreuse de la privatisation, de la libéralisation et de la dérégulation. Mais cette globalisation des marchés est aussi soutenue par de puissants pays qui, comme la Chine, combinent un régime autoritaire et anti-démocratique avec une économie de plus en plus libérale.

La mondialisation des marchés favorise certains groupes financiers et industriels internationaux qui peuvent se soustraire aux régulations nationales sans pour autant devoir se soumettre à des directives mondiales. C'est pourquoi la globalisation est aussi liée à un accroissement marqué du pouvoir des entreprises transnationales et à une perte d'influence des états nationaux démocratiques qui subissent une concurrence économique et fiscale effrénée, au plus grand profit des classes possédantes mais au détriment de l'état social.

Des économies entières profitent de la globalisation, d'autres sont perdantes. Dans chacune d'entre elles, certains s'enrichissent, parfois sans limites, alors que d'autres subissent les retombées négatives. C'est aussi le cas en Suisse, un pays qui profite plutôt de la globalisation, mais où des entreprises sont délocalisées, où le travail se précarise, où les pressions deviennent toujours plus fortes pour que l'on s'adapte et devienne plus performant. Beaucoup craignent d'être laissé-e-s pour compte. La pauvreté progresse, l'écart se creuse entre riches et pauvres. La pression qui augmente sur l'état social finit par déboucher sur des démantèlements qui aggravent encore les problèmes sociaux.

Pour compenser la perte d'influence des états et des systèmes sociaux en raison de la globalisation, la seule voie possible est de développer et de renforcer les institutions internationales et de démocratiser la société. La globalisation du droit est toujours très en retard sur la globalisation des marchés ; elle n'a vraiment progressé que lorsqu'il s'agissait de se mettre au service de cette globalisation : Organisation mondiale du commerce (OMC), Fonds monétaire international (FMI) et Banque mondiale. En revanche, l'ONU n'a pas vraiment pu étendre son influence. Les institutions comme l'Organisation internationale du travail (OIT), qui pourraient avoir un impact sur les marchés, se retrouvent hors-jeu. Cela ne se présente guère mieux pour l'Organisation mondiale de la santé (OMS) ou l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), le Conseil des Droits de l'Homme, le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), la Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement (CNUCED) ou encore le programme environnemental (PNUE). Les instruments multilatéraux pour la protection du climat, comme le Protocole de Kyoto, ou de lutte contre la pauvreté, comme les Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD), s'avèrent inopérants et il n'existe toujours pas d'organisation mondiale du climat. A l'image de la restructuration du Conseil de sécurité, même les réformes spécifiques à l'ONU n'avancent pas.

Nous ne rejetons pas, par principe, le processus de la globalisation, car celui-ci a de nombreux visages. L'un d'entre eux – bien qu'encore trop peu développé – est le commerce équitable, qui donne leur chance aux pays en développement et aux pays émergents. En Suisse, par ailleurs, des centaines de milliers d'emplois sont directement tributaires des marchés mondiaux. C'est pourquoi il faut toujours se demander de quelle globalisation on parle : de celle de l'exploitation de l'humain et de la nature ou de celle de la solidarité. Ce que nous n'acceptons pas, c'est la variante de la globalisation économique qui, emmenée par le capital financier, domine depuis des décennies et qui rappelle les débuts du capitalisme au 19^e siècle. Nous refusons la globalisation capitaliste, les ouvertures totales de marchés qui échappent à toute régulation étatique et provoquent d'énormes dégâts sociaux et écologiques.

Cependant, nous maintenons qu'il existe aussi une globalisation des droits humains tout comme un développement du droit international. Leur validité s'étend au monde entier, ce qui représente un grand progrès, même si nous n'ignorons pas que les violations des droits humains et du droit international restent monnaie courante. Mais les temps sont révolus où des dictateurs pouvaient commettre, en toute impunité, des crimes contre l'humanité sous les yeux de la communauté internationale, en invoquant simplement la souveraineté étatique. Il y a aussi la globalisation de la communication grâce à Internet et aux plateformes digitalisées internationales. Cette évolution est ambivalente,

car elle peut être employée de diverses manières, mais il serait faux de l'évaluer seulement sous l'angle de son utilisation sur les marchés financiers. Les technologies de l'information et de la communication possèdent des qualités et un potentiel subversif que nous voyons plutôt d'un bon œil. Tout aussi ambivalente est la globalisation des cultures, en lien avec les nouvelles technologies mais aussi par suite des flux migratoires internationaux. Si ces libertés nouvelles et cette perméabilité des frontières ne sont pas suffisamment accompagnées et régulées par la politique, il n'y aura pas seulement des gagnant-e-s, mais aussi beaucoup de perdant-e-s, qui pourraient être séduit-e-s par celles et ceux qui attisent la xénophobie et le racisme pour détourner l'attention des injustices sociales persistantes. La colère vise alors l'étranger au lieu de frapper ceux qui s'enrichissent sans retenue au détriment des autres. Une telle spirale de dérégulation et de xénophobie peut générer des conflits sociaux d'une violence explosive.

Si la globalisation économique reste seulement synonyme d'ouverture des marchés et si les conséquences prévisibles des changements climatiques ne sont pas atténuées et corrigées, alors le 21^e siècle risque de devenir celui de combats acharnés pour les ressources, des bouleversements naturels et du déchaînement de la violence. Toujours plus d'êtres humains souffrent déjà des conséquences du réchauffement climatique, de la désertification et du manque d'eau. Les habitant-e-s des régions écologiquement et économiquement menacées seront toujours plus tenté-e-s de rejoindre des régions plus clémentes. Contenir et stopper les changements climatiques sera un des grands défis du 21^e siècle.

Mais ce 21^e siècle peut aussi devenir celui du progrès social, économique et écologique pour la plus grande partie de l'humanité, si nous réussissons à accompagner politiquement la globalisation, à la rendre plus sociale et plus écologique, à la mettre au service de la lutte contre la faim, la pauvreté, les épidémies, l'analphabétisme et la destruction de la nature. « Libres et égaux en dignité et en droits », lit-on à l'article premier de la Déclaration universelle des droits de l'homme. Cela signifie que chaque être humain doit pouvoir décider lui-même comment il veut vivre, au sein de sa communauté. L'exemple de la construction européenne après la deuxième guerre mondiale démontre qu'il est possible de rendre la globalisation durable.

2. Construction européenne: de l'union pour la paix à l'union sociale

Incarnée et emmenée par l'Union européenne, la construction européenne constitue, à côté de la globalisation, la deuxième condition-cadre centrale de l'action politique intérieure et extérieure pour la Suisse et pour le PS Suisse. Bien sûr, l'UE est d'abord un marché intérieur, mais elle représente beaucoup

plus, c'est-à-dire une confédération d'Etats qui aménage politiquement ce marché intérieur, avec les quatre libertés de circulation des personnes, des biens, des services et des capitaux. Elle est de plus une œuvre de paix, qui a pu réduire pratiquement à néant la menace effroyable de la guerre qui a plané sur l'Europe pendant des siècles. Certes, il reste beaucoup de chemin à faire pour démocratiser l'Europe et créer une vraie union sociale et économique. Les concepts néolibéraux y font aussi florès et des revers sont toujours possibles. Cependant, aucun autre acteur global ne s'engage aussi résolument que l'UE sur la scène mondiale en faveur des droits humains et d'un encadrement social et écologique de la globalisation. Aucune autre région du monde, sans doute, n'a été marquée aussi profondément que l'Europe par le socialisme et donc, en l'occurrence, par la volonté de se distancier du capitalisme libéral au service de la classe possédante pour aller vers une économie sociale de marché que l'état démocratique met aussi au service de la population travaillante et salariée. Autrement dit, pour aller vers une ère de croissance du bien-être, du service public et de la justice sociale pour tous et pour toutes. Nous pouvons et devons nous laisser guider par ce modèle pour placer le processus de la globalisation sous le signe du développement durable et le mettre au service d'un objectif de justice et de solidarité.

Depuis ses débuts, le socialisme constitue une grande famille internationale de partis, organisés en conséquence. Il s'est toujours méfié des nationalismes – à juste titre - comme le montre l'histoire du 20^e siècle, qui a connu ses heures les plus sombres lors des deux guerres mondiales et de la Shoah, des désastres voulus et attisés par les courants nationalistes et racistes. Mais ensuite, grâce à l'UE, puissance pacifique ayant dépassé les nationalismes, l'Europe a connu sa plus longue phase de cohabitation pacifique depuis des siècles. De fait, la construction européenne et la globalisation mondiale représentent des évolutions stratégiques transnationales par essence analogues au socialisme.

Devenues très importantes au cours des dernières décennies, les interdépendances économiques, culturelles et politiques gagneront encore en signification à l'avenir. En tant que cadres de l'action politique, les frontières nationales sont devenues poreuses, et ne permettent plus de résoudre les grands problèmes qui se posent à l'échelle mondiale : changements climatiques, mouvements migratoires, échanges de biens et de capitaux, spéculation financière, communication de masse, collaborations dans le domaine scientifique, coopération au développement, droits humains, guerre et paix. Une politique socialiste doit plus que jamais reconnaître et affirmer la dimension internationale de son action.

L'état national n'en demeure pas moins un champ d'action politique essentiel. Cela vaut en particulier pour la Suisse, qui ne fait pas encore partie de l'Union européenne. La Suisse a réussi à défendre largement sa position en tant que

place financière d'importance mondiale, pays à la pointe de la recherche et de la technologie disposant d'une main-d'œuvre hautement qualifiée, économie fortement tournée vers l'exportation, pays d'immigration, état social, démocratie directe et fédéraliste. Mais les grandes évolutions internationales n'épargnent pas notre pays : un néolibéralisme galopant entraîne un bouleversement spectaculaire des rapports de force au sein de la droite, au profit de la droite nationaliste et conservatrice dans laquelle les perdant-e-s des classes les plus défavorisées et des classes moyennes menacées de précarisation placent désormais leurs espoirs; retour de la shareholder-value et, avec elle, de la recherche de rendements exorbitants des capitaux; fossé qui se creuse entre les pauvres et les riches; attaques frontales contre l'état social; hausse de l'immigration et son exploitation politique; et sur un plan plus positif: l'ouverture du pays vers l'extérieur, symbolisée par l'adhésion à l'ONU et les accords bilatéraux avec l'UE.

La Suisse est restée l'un des pays les plus riches du monde, avec une des économies les plus compétitives qui soit, un des systèmes de formation les plus polyvalents, des assurances sociales bien développées et une démocratie politique d'une grande maturité. En ce sens, son influence est bien plus grande que ne le laisseraient penser sa surface et sa population. Mais la réputation internationale du pays et l'idée qu'il se fait de lui-même ont été bousculées. Plutôt que d'accompagner l'ouverture des marchés et des frontières par une politique internationale active de participation et de régulation, la Suisse a trop longtemps misé sur un modèle économique reposant sur le contournement des législations des pays partenaires. Si ce rôle était accepté sur le plan international pendant la période de la guerre froide, ce n'est plus le cas aujourd'hui. L'indépendance tant prisée s'avère un mythe, à l'heure où la « reprise autonome » du droit européen fait partie du quotidien. Sous la férule de la droite, notre pays s'isole toujours plus au sein de l'Europe, s'aliénant ses meilleurs partenaires. Dans le meilleur des cas, ces derniers se demandent pourquoi la Suisse reste à l'écart de l'élaboration des nouvelles régulations européennes et internationales; au pire, ils détournent les yeux quand la Suisse aurait besoin du soutien des autres pays. Il en résulte tout une série d'échecs pour notre pays sur le plan international, échecs qui, à l'interne, profitent aux isolationnistes – déclenchant une spirale désastreuse que le PS entend stopper à tout prix.

3. Bouleversement de la société, de l'emploi et des valeurs

La globalisation soumet le monde du travail à de profonds changements. Les innovations se succèdent à un rythme accéléré et les formes de travail se multiplient. Les qualifications et le savoir deviennent toujours plus importants. De nouvelles professions créatives apparaissent. Les rapports de travail habituels

– de durée indéterminée avec des heures de travail fixes – perdent du terrain. Bien des personnes passent, au cours de leur vie professionnelle, du statut de salarié-e à celui de personne sans emploi et alternent des phases où elles se consacrent à leur famille et d'autres à un travail indépendant.

Souvent ressentis comme des contraintes, ces changements peuvent déstabiliser et angoisser les personnes concernées. Nombre d'entre-elles ont peur d'être laissées de côté, négligées, voire oubliées, notamment par la politique. Le marché de l'emploi a tendance à exclure celles et ceux qui sont moins qualifié-e-s ou plus âgé-e-s. Même avec les meilleurs diplômes, les femmes n'ont de loin pas les mêmes chances de gagner assez ou de décrocher un poste à responsabilité. Quant à celles et ceux qui ont du travail, leur qualité de vie est fréquemment menacée par des pressions accrues, le durcissement de la concurrence et l'exigence d'être toujours disponible.

La précarité progresse à nouveau. Travailler ne permet pas toujours de couvrir ses besoins vitaux. Les familles migrantes et les familles monoparentales sont particulièrement touchées. Elles doivent lutter âprement pour donner une chance à leurs enfants. Si la famille reste pauvre longtemps, la probabilité que les enfants seront eux aussi touchés par la précarité augmente : être pauvre est héréditaire, car l'accès à la formation et aux responsabilités n'est pas ouvert à toutes et tous mais dépend toujours de l'origine sociale.

Un autre bouleversement s'inscrit dans le sillage de l'individualisme et de la flexibilisation du monde du travail. Les valeurs d'aujourd'hui ne sont plus celles d'antan. Les valeurs traditionnelles des années 50 – droit et ordre, performance et discipline – et les valeurs matérielles des années 60 – prospérité, prestige et consommation – ont été prises pour cibles lors des luttes sociales de la révolution de 68, qui a prôné le droit à la révolte et le droit de la jeunesse à sa propre culture, la libération sexuelle et l'émancipation féminine. Dans les années 70, les nouveaux mouvements sociaux et la culture alternative ont célébré les valeurs post-matérielles: l'autonomie, la réalisation de soi, la critique de la société de consommation et l'éthique de la société civile. Première force de progrès, le socialisme s'est approprié ces nouvelles valeurs et s'est battu pour elles, sans perdre de vue tout autant le bien commun – en dépit des tendances individualistes.

Face aux défis de l'ouverture des frontières et des nouveaux risques sociaux, l'ancienne image compacte d'une culture dominante, bétonnée dans les années 50, a commencé à se fissurer. Elle a été remplacée, peu à peu, par une riche multiplicité de cultures. Les nouvelles classes moyennes défendent souvent d'autres valeurs que celles et ceux qui restent largement exclus du bien-être matériel. Les générations se suivent mais aucune n'abandonne volontiers les valeurs qui ont marqué son époque. Parmi ces dernières, dans une repré-

sentation idéalisée des temps de crise et de guerre, il y a la vieille idée d'une communauté de destin, la Suisse, résolue à résister et à défendre ses valeurs en fermant ses frontières et en repoussant tout ce qui est étranger. Cette idée n'a plus rien à voir avec la société d'aujourd'hui, caractérisée par une grande mobilité, une forte immigration en provenance du monde entier et des influences culturelles mélangées, transportées par les migrant-e-s et par les nouveaux moyens de communication.

Malgré cette diversité, une nouvelle synthèse des valeurs semble se dessiner. Avoir une forte volonté d'entreprendre et s'engager dans la société passe désormais pour former les bases de la réalisation de soi. L'individualisme n'est plus une prérogative des élites sociales. Au contraire, l'idée se répand que chacune et chacun peut et doit trouver son bonheur à sa propre façon et a le droit de découvrir son identité profonde. La mobilité se transforme en mode de vie; changer fréquemment de lieu de vie ou de travail va de pair avec la mobilité sociale, les biographies souples et les partenariats de durée limitée. Le monde entier devient une scène sur laquelle l'individu se montre et se met en valeur. Le travail (pour gagner sa vie) n'est plus un fardeau que l'on souhaite alléger autant que possible, mais au contraire un lieu important de création de sens et de réalisation de soi. Pour ce groupe-là, la bonne action bénévole augmente encore l'épanouissement personnel. Notre société a également fait de réels progrès sur le chemin de l'égalité entre femmes et hommes. La loi de 1995 sur l'égalité et celle de 2004 sur le partenariat enregistré représentent des étapes importantes. Mais la répartition traditionnelle des tâches n'est pas encore dépassée. L'égalité juridique n'est pas encore l'égalité réelle. Dans le cadre professionnel, les anciennes discriminations subsistent. Concilier famille et travail reste d'abord le problème des mères, les femmes gagnent toujours nettement moins que les hommes, perdent plus facilement leur emploi et sont davantage menacées par la précarité. Même si elles disposent plus souvent que les hommes d'un diplôme de maturité, elles demeurent nettement sous-représentées dans les branches qui présentent les perspectives professionnelles les plus intéressantes. De plus, la société et le législateur continuent à se baser sur un modèle familial qui n'est plus en phase avec la réalité. Il faudrait enfin respecter le libre choix des modèles de vie.

L'espérance de vie augmente, ce qui est une bonne chose. D'un autre côté, toujours plus de personnes très âgées, vivant seules, ont besoin du soutien de la société. En même temps, il y a toujours moins d'enfants qui naissent. Cela entraîne des changements importants dans de nombreux domaines de la vie, du monde du travail à celui des assurances sociales. Dans certaines régions, les jeunes gens émigrent et se font rares; seules restent les personnes âgées. Si l'on ne veut pas abandonner des régions entières, il faut aider les gens sur place à créer de nouvelles perspectives. L'immigration de personnes en âge

de travailler contribue à l'essor économique, au financement des assurances sociales et à l'équilibre de la pyramide des âges, mais – en même temps, exige de mieux appréhender l'intégration de ces personnes.

Le concept du rôle de l'état est aussi soumis à de grandes transformations. L'état gendarme et autoritaire du 19^e siècle a laissé la place au 20^e siècle à l'état-providence, toujours répressif, puis au 21^e siècle à un état prestataire de services au centre de nombreux réseaux. L'évolution va dans le sens d'un état partenaire au même niveau que les citoyens, citoyennes et organisations avec lesquels il conclut des coopérations. Si les prestations de l'état sont jugées opportunes et efficaces, la population lui accorde les ressources nécessaires. Le dogme néolibéral de la privatisation généralisée, de la décentralisation de l'état social et de l'évolution vers un pluralisme de l'assistance en tant qu'alternative à la prévoyance étatique ne répond pas plus aux attentes et aux besoins de la population que le dogme absurde de la quote-part de l'état qui domine la politique financière de la Confédération depuis la fin des années 90.

II. Nos valeurs fondamentales

1. Liberté – Justice – Solidarité

La justice est la valeur centrale du socialisme. Elle est indissociable de deux autres valeurs essentielles : la solidarité et la liberté. Notre conviction fondamentale est que tous les êtres humains devraient bénéficier des mêmes chances dans la vie. Nous savons que la réalité est souvent très éloignée de cet idéal. L'histoire du socialisme, c'est l'histoire de la lutte pour la justice.

En même temps, le socialisme a toujours été partie prenante d'un mouvement international pour la liberté. Depuis ses débuts, il se bat pour l'émancipation des travailleuses et des travailleurs et pour la démocratie, afin que toutes et tous puissent participer à la vie politique. C'est lui qui a repris dans toute l'Europe les idées de la révolution française et de la révolution de 1848. On ne peut pas séparer l'histoire de la démocratie en Europe de celle du socialisme. Ce dernier a conquis davantage de libertés et de démocratie, le droit de vote des femmes, et s'est opposé à toutes les dictatures et à toutes les oppressions, étatiques ou non.

Les droits fondamentaux idéels (liberté de conscience et de religion, liberté d'expression, de la presse, de rassemblement et d'association) sont aussi bien des acquis du socialisme que des acquis de la révolution bourgeoise. Cependant, contrairement à la droite, le socialisme défend aussi ces droits face aux droits matériels. Ainsi, le droit à des actions collectives de lutte contre l'arbitraire des employeurs fait également partie de la liberté d'association, tandis que la liberté de la presse doit l'emporter sur l'arbitraire des éditeurs, même paré des atours de la « liberté économique ». Le socialisme ne refuse pas les droits matériels. Mais on ne doit pas en abuser pour créer de nouveaux privilèges. La liberté économique ne devrait pas être l'apanage de celles et ceux qui disposent des moyens de production ou indépendant-e-s. Elle doit au contraire évoluer jusqu'à devenir une « citoyenneté économique » des travailleuses et travailleurs, afin qu'ils puissent en profiter eux aussi et participer à tous les niveaux aux décisions dans les entreprises.

Nous ne partageons pas le dogme de la droite selon lequel chacun-e est l'artisan de son propre bonheur. Ce qui est partagé par tout le monde, c'est l'aspiration au bonheur et au bien-être personnel, à des relations épanouies, à des communautés solidaires et à la qualité de la vie. Mais ce qui n'est pas partagé, c'est la position de départ pour atteindre ces objectifs. Tout le monde n'a de loin pas les mêmes chances, au sein de notre société, mais plus encore en comparaison internationale. C'est là que veut agir le socialisme : il

veut faire en sorte que celles et ceux dont les chances de départ sont moins évidentes puissent aussi réussir dans la vie et ne soient pas condamné-e-s à végéter là où le hasard les a fait naître. C'est pourquoi le Parti socialiste se bat depuis toujours et partout pour les plus défavorisé-e-s.

De la trinité révolutionnaire des Lumières (liberté, égalité, fraternité), la bourgeoisie n'a retenu que la liberté et encore, seulement la liberté des possédant-e-s. Pour sa part, le socialisme a donné le même poids à ces trois valeurs tout au long du 20^e siècle et le leur donne encore aujourd'hui. Dans notre interprétation, l'égalité signifie non seulement l'égalité des droits mais aussi l'égalité sociale réelle entre les individus. En cela, elle implique aussi l'égalité dans la redistribution des richesses, qui est le noyau de la justice sociale. Le droit au travail, à la formation, à la santé et au minimum vital, objectifs sociaux programmatiques de l'Etat, doivent être développés jusqu'à devenir des droits fondamentaux que l'on peut faire valoir en justice. Chaque être humain doit disposer des mêmes opportunités dans la vie, indépendamment de son sexe, de sa race, de sa religion et de son orientation sexuelle, de son origine et de sa nationalité. Pour nous, l'égalité est l'exact opposé de l'égalitarisme ; elle est une condition indispensable pour que les différences entre les gens et la diversité des groupes sociaux puissent s'épanouir et ne soient pas entravées par des discriminations. Nous lions aussi l'égalité à la liberté : seule une société qui accorde des libertés égales à chacune et à chacun est une société libre.

La solidarité est la principale maxime de l'action du PS. Nous comprenons par là toute forme de politique (et aussi de comportement personnel) qui vise à une répartition aussi juste que possible des biens, des services, du pouvoir, du bien-être et des chances. L'action solidaire s'orientera donc toujours sur le principe de la juste répartition. Une politique solidaire implique la redistribution pour corriger les inégalités de répartition, éliminer ou réduire les discriminations, prendre résolument le parti des opprimé-e-s, des exploité-e-s, des membres les plus faibles de la société et de la nature. Pour le PS, la solidarité se décline en trois axes essentiels : la solidarité au sein de notre société, la solidarité internationale et la solidarité avec les générations futures.

2. Le développement durable pour une meilleure qualité de vie

L'objectif du Parti socialiste est le suivant : assurer une qualité de vie optimale à un maximum de personnes à l'intérieur et à l'extérieur de nos frontières.

La voie qui y mène, c'est le développement durable. Au 21^e siècle, c'est le seul principe défendable en matière d'action politique, sociale et économique.

Le développement durable signifie:

- Concevoir la politique à partir de l'idée de base d'une société juste, qui répond aux besoins du temps présent mais souhaite écarter le risque que les besoins des générations futures ne puissent plus être satisfaits.
- Donner priorité à la perspective à long terme et non à l'action à court terme.
- Suivre une logique sociale, écologique et économique et non pas la logique d'entreprise capitaliste.
- Mettre l'économie financière au service de l'économie réelle au lieu de mettre l'économie réelle au service - à haut risque - de l'économie monétaire et du capital financier.
- Aménager la croissance économique de telle sorte que nous consommons moins de ressources au lieu d'en consommer toujours davantage, au détriment des plus pauvres et des générations futures comme nous le faisons aujourd'hui.
- Faire primer la force du droit sur le droit du plus fort.
- Placer la démocratie politique au-dessus des prétentions de celles et ceux qui veulent soumettre toujours plus de domaines de la vie au régime du marché.

Ce faisant, le socialisme prend énergiquement le contrepied de l'évolution chaotique du capitalisme et de la révolution néolibérale qui s'est imposée comme le concept politique dominant dans le monde entier depuis le début des années 90:

- La révolution néolibérale a déchaîné les forces du marché, a libéré la spéculation financière de toute entrave et augmenté les risques de récession. A l'opposé, le socialisme mise sur le pouvoir normatif de l'Etat, sur des régulations efficaces et fiables aux plans multilatéral, national et régional et sur le développement du service public.
- La révolution néolibérale a attisé la concurrence internationale entre économies, en préconisant, s'agissant de politique économique, d'agir avant tout sur l'offre: baisses d'impôts, privatisations et dérégulations, avec pour effet d'affaiblir la demande. Si on réduit les dépenses publiques et si on considère le travail uniquement comme un facteur de coûts, on affaiblit la demande globale, ce qui conduit à des investissements placés dans des produits financiers hautement spéculatifs plutôt que dans l'économie réelle. A l'inverse, le socialisme mise sur le renforcement de la demande globale, avec une assise aussi large que possible. Cela n'améliore pas seulement la qualité de vie de larges couches de la population, mais représente aussi un élément incontournable d'une économie durable et résistante aux crises.

Le Parti socialiste s'est toujours compris comme le parti du progrès, une formation appuyant les changements sociaux que les travailleuses et travailleurs appellent de leurs vœux pour améliorer leur condition : plus de bien-être, plus de liberté, plus de sécurité sociale, plus de participation à la vie culturelle, plus de démocratie. A nos yeux, les transformations qui améliorent la qualité de vie sont et restent des progrès, mais nous les évaluons désormais de manière plus différenciée. Ce qui compte, ce ne sont pas seulement les résultats, mais aussi les coûts – c'est-à-dire les coûts sociaux et écologiques.

Si le produit intérieur brut (PIB) est l'instrument habituel de mesure de la croissance économique, il ne mesure en revanche pas le progrès, car il ne tient pas compte du partage ni du bien-être, ni de la consommation des ressources naturelles. Le progrès doit être évalué selon l'objectif de la qualité de vie et selon la méthode du développement durable. C'est pourquoi l'« empreinte écologique », l'« indicateur du développement humain » IDH employé par l'ONU ou encore l'« indicateur du progrès véritable » IPV développé par l'OCDE à partir de l'ancien « indice du bien-être durable » IBED sont de meilleurs indicateurs du progrès que le PIB.

III. Notre vision

1. La démocratie économique

Que signifie le socialisme ? Albert Steck, un des co-fondateurs du PS Suisse, donnait il y a 120 ans la réponse suivante : « La démocratie sociale accorde tout le pouvoir au peuple... Cela ne peut être atteint que si, en plus du développement et de l'achèvement de la démocratie politique, le peuple obtient aussi le pouvoir sur les moyens de production du pays. Réunis, le pouvoir politique et le pouvoir économique du peuple forment la démocratie sociale, c'est-à-dire le socialisme, mais le côté politique de la démocratie, seul mis en avant et autorisé à l'être dans la société actuelle, sera passablement relégué au second plan face à son côté économique, incomparablement plus important ».

Albert Steck exigeait déjà la démocratie économique, qu'il jugeait plus importante que la démocratie politique mais dont il repoussait l'avènement à des temps plus lointains. Nous nous trouvons toujours dans la même situation. La démocratie politique a été développée (avec l'introduction de l'initiative populaire et du droit de vote des femmes), mais la démocratisation de l'économie n'est toujours pas réalisée. Le PS n'a cessé de la réclamer : depuis 1888, chaque programme du parti contient la revendication de la démocratie économique sous une forme ou sous une autre. Dans le programme de 1982, cette revendication a pris la forme du nécessaire « dépassement du capitalisme ». Les décennies écoulées ne nous ont pas rapprochés de cet objectif ; l'initiative des syndicats pour la participation des travailleurs, qui représentait une bonne tentative d'y parvenir, a échoué dans les urnes.

Ainsi, le PS Suisse était et demeure le parti qui n'accepte pas de considérer le capitalisme comme la finalité et encore moins comme l'aboutissement de l'histoire humaine. Il a toujours envisagé un ordre économique différent qui irait plus loin que le capitalisme, le dépasserait et le laisserait loin derrière lui. Le PS est conscient qu'il s'agit d'un but éloigné, mais il l'a toujours maintenu, en tenant compte des rapports de force réels et sur la base de son éthique sociale fondamentale. Le PS Suisse a une tradition visionnaire. Sa vision, c'est la démocratie économique.

Il est ainsi impossible de ne pas inscrire notre vision de la démocratie économique dans le programme du parti. Mais nous ne nous contentons pas de l'affirmer sur le papier. Nous voulons nous en rapprocher par notre action politique. Nous avons bien conscience qu'il n'y a pas de recette toute faite pour y parvenir et qu'il ne suffit pas de presser sur un bouton pour passer du capitalisme à la démocratie économique. Mais nous savons aussi que certains élé-

ments de la démocratie économique existent déjà – dans le monde réel comme dans le monde des idées. Nous voulons non seulement défendre et renforcer ces éléments, mais aussi en élaborer et proposer de nouveaux. Et nous voulons convaincre la majorité des citoyennes et des citoyens de s'engager sur la voie de la démocratisation de l'économie.

2. Démocratiser l'économie – mais pourquoi ?

La nécessité de laisser derrière nous l'ordre économique capitaliste résulte d'une part du primat de la justice en tant que valeur socialiste fondamentale. Dans cette perspective, on ne voit pas pourquoi le pouvoir étatique serait démocratisé mais pas le pouvoir économique. On ne voit pas non plus pourquoi les libertés économiques seraient l'apanage de la minorité possédante mais pas des majorités qui ne possèdent rien ou presque. Nous exigeons des libertés égales pour toutes et tous, en tant que droits humains dont peut jouir chaque personne sans autre condition préalable que sa qualité d'être humain. Cela doit s'appliquer aussi aux libertés économiques.

D'autre part, la nécessité de laisser derrière nous l'ordre économique capitaliste s'impose au vu des résultats qu'il a produit au cours des 150 ans de sa domination mondiale. Elle s'impose au vu de l'héritage qui nous échoit aujourd'hui :

- La moitié de la population mondiale vit dans une extrême pauvreté, combinée avec de graves déficiences en matière de santé, de sécurité, de formation, d'habitat, de travail.
- Les 1% les plus riches de la population mondiale possèdent 40% de la fortune mondiale, les 10% en possèdent 85%.
- La moitié la plus pauvre de la population mondiale ne touche que 1% des revenus, la moitié la plus riche en touche les 99%.
- Loin de se combler, le fossé entre les riches et les pauvres continue de se creuser : en 1960, le cinquième de la population mondiale le plus riche affichait un revenu 30 fois supérieur au revenu du cinquième le plus pauvre. En 2000, ce rapport était de 80.
- Un milliard de personnes sont sous-alimentées de manière chronique, 40 millions meurent chaque année de la faim ou de ses conséquences immédiates. L'économie mondiale pourrait cependant nourrir potentiellement 12 milliards d'être humains et ainsi éradiquer la faim.
- Un milliard de personnes n'ont pas accès à l'eau potable ; leur nombre ne cesse de croître. 2,5 milliards ne disposent pas d'installations sanitaires.

- Le capitalisme a entraîné une concentration du pouvoir entre les mains des entreprises transnationales : les 500 plus grands groupes multinationaux contrôlent plus de la moitié du produit intérieur brut mondial. Parmi les 100 plus grandes entités économiques, on trouve davantage de groupes multinationaux (51) que d'états (49).
- L'exploitation effrénée des ressources naturelles, en particulier des énergies fossiles, a provoqué le réchauffement de la terre et des changements climatiques, qui menacent la survie de la planète. Ce sont les plus défavorisé-e-s qui en subissent les plus lourdes conséquences bien qu'ils ne contribuent que très peu au réchauffement du climat.
- Les mouvements de capitaux sur les marchés financiers menacent des économies entières. Depuis les années 90, les pays émergents sont en proie à des crises monétaires successives, provoquées non pas par des problèmes économiques réels ou par des erreurs de politique économique, mais par des transactions spéculatives. La spéculation financière internationale mine la capacité d'agir des politiques monétaires et fiscales nationales et régionales, a aggravé la crise alimentaire de 2008 et a reporté, quasi instantanément, la crise du surendettement sur le marché immobilier américain sur l'économie mondiale.
- Le capitalisme favorise la privatisation de la force militaire, la création de nouvelles troupes de mercenaires et autres groupes terroristes, en liaison avec un nouveau type de menaces (aussi nucléaires).
- Le capitalisme globalisé entraîne une régulation de la politique par l'économie, alors que c'est la démocratie politique qui devrait réguler l'économie. Les états perdent du pouvoir, la démocratie cède du terrain, l'aspiration personnelle au profit maximal prend le pas sur le souci du bien commun, la privatisation des biens publics est accélérée. L'économie autoritaire met en danger la démocratie politique.
- Dans une économie capitaliste, il n'existe pas de droit fondamental au travail. Il y a énormément de personnes sans travail ou avec un travail précaire – même dans les pays occidentaux. Le mécanisme de la bourse, institution centrale de cet ordre économique, montre combien celui-ci tient peu compte de l'humain. La bourse ne salue ainsi que trop souvent les licenciements de masse par une hausse des cours.
- La Suisse présente aussi un bon exemple des conséquences inacceptables de l'économie capitaliste. En comparaison internationale, elle affiche une répartition particulièrement inégale de la fortune et du revenu. S'agissant de l'égalité des sexes, 105 Etats sont mieux placés que la Suisse (UNEP, Rapport sur le développement humain, 2009). Son modèle de production repose sur un gaspillage irresponsable des ressources au détriment d'autres

régions du monde et des générations futures. L'empreinte écologique de la Suisse est plus de quatre fois supérieure à sa capacité biologique. Près des trois quarts de notre empreinte écologique résultent de notre consommation d'énergie, 24% sont dus à nos besoins en surfaces de champs, de forêts et de pâturages.

3. Démocratiser l'économie – mais comment?

Le capitalisme signifie que les moyens de production se trouvent en mains privées. Le pouvoir d'en disposer découle exclusivement de la propriété du capital. L'objectif central de l'activité économique est la maximisation du profit. C'est le but visé par les entreprises, tous les autres lui étant subordonnés.

Dépasser le capitalisme signifie ainsi :

- Remplacer la propriété privée des principaux moyens de production par une propriété collective (propriété publique, d'une coopérative, des membres de l'entreprise, etc.).
- Le facteur de production travail doit être placé au-dessus du facteur de production capital, et le pouvoir économique qui découle de la propriété du capital doit être remplacé par le pouvoir économique découlant du travail.
- La maximisation du profit en tant qu'objectif de toute activité économique doit être supplantée par des buts visant le bien commun, les intérêts des employé-e-s, la qualité de vie en général et le développement durable.

La volonté de dépasser le capitalisme ne signifie pas le refus de le contrôler ou de le guider. Ces deux démarches ne sont pas incompatibles avec une politique socialiste. Elles ne s'excluent pas, mais se complètent. La politique socialiste s'est, jusqu'à présent, surtout appliquée à poser des limites politiques au capitalisme : justice sociale, qualité de vie, protection de l'environnement, démocratie et paix. C'est aussi notre tâche, car il reste beaucoup à faire dans ce système.

Nous nous fixons pour objectif stratégique la « démocratie économique » pour dompter l'économie de marché capitaliste, avec pour vision son dépassement. Cela nous ouvre un nouveau champ d'action politique avec la perspective d'un changement de système et un nouvel horizon temporel.

La démocratisation de l'économie est à comprendre et à mettre en pratique comme un processus politique qui commence ici et maintenant et peut être poursuivi par phases successives. C'est le modèle inverse de la foi néolibérale en la toute puissance du marché : au lieu de privatiser tout ce qui est privatisable, notre modèle veut démocratiser tout ce qui est susceptible de l'être. Il existe d'ailleurs, dans notre société, des précédents significatifs sur lesquels nous pouvons nous appuyer.

Les convictions du PS :

1. Service public: des secteurs et des entreprises essentielles se situent en dehors de la logique capitaliste. Ils n'ont pas à répondre aux attentes exagérées des investisseurs en matière de profit, mais doivent remplir un mandat de service public défini par l'état. C'est le cas notamment d'entreprises dans le domaine des infrastructures (chemins de fer, poste, économie électrique), de la communication (télécommunication, radio et télévision) et des assurances (assurance immobilière, maladie et accidents obligatoire). Ces entreprises doivent soit se trouver en mains publiques soit être placées sous contrôle démocratique par le biais de la loi ou de mandats de prestations. Une politique de démocratisation de l'économie défend le service public, l'adapte à la dynamique de l'évolution sociale et l'étend, au besoin, à d'autres domaines.
2. Coopératives: s'agissant des entreprises, la coopérative est le modèle qui s'oppose à celui de la société anonyme. Elle repose sur le principe démocratique « une personne, une voix », alors que la SA, qui ne se préoccupe pas de l'aspect démocratique, se base sur le principe capitaliste « un titre de participation, une voix ». En Suisse, les coopératives ont une longue tradition dans le secteur agricole, dont il reste encore des exemples aujourd'hui. Le mouvement socialiste des travailleuses et travailleurs a lui aussi une grande tradition coopérative, en particulier dans les secteurs de la consommation et de la construction. Une tradition qui subsiste : dans la branche du commerce de détail, des entreprises organisées en coopératives jouent ainsi un rôle dominant (Coop, Migros). Malheureusement, l'élément coopératif s'est considérablement affaibli au profit du pouvoir des managers. Dans le secteur financier (Banques Raiffeisen, La Mobilière) et dans celui du logement, les coopératives jouent également un rôle significatif. Une coopérative innove dans le domaine des transports (Mobility). Hors de nos frontières, il existe aussi des entreprises coopératives d'une certaine importance : la plupart des assureurs vie européens sont organisés en coopératives. Il y a aussi des coopératives industrielles : l'espagnol « Mondragón », qui comprend un groupe industriel multinational et représente la septième entreprise d'Espagne, est particulièrement impressionnant. Formellement, les coopératives sont organisées de manière démocratique. Elles ne sont pas cotées en bourse, ce qui leur permet de se soustraire à la logique dominante de la maximisation du profit. Le secteur coopératif de l'économie devrait ainsi être développé ; de par sa nature même, il peut contribuer à la démocratisation de l'économie.
3. Participation: la participation des employé-e-s aux décisions concernant la place de travail, l'exploitation et l'entreprise elle-même constitue également un bon instrument de démocratisation de l'économie, car elle retire aux

possédant-e-s une partie de leur pouvoir pour le transférer aux travailleuses et aux travailleurs. La Suisse ne connaît pas la participation; nous n'avons introduit que la forme la plus faible de la participation du personnel aux processus de décision, c'est-à-dire l'information et la consultation. L'Union européenne va un peu plus loin. Elle prescrit aux groupes internationaux disposant d'un siège dans un pays de l'UE, la création de comités d'entreprise européens et oblige les conseils d'administration à informer et à consulter ces comités avant de licencier en masse, de fermer des entreprises ou de déplacer des places de travail. L'Allemagne a fait encore un pas de plus, puisqu'elle stipule une participation véritable – mais non paritaire – des comités d'entreprise dans sa constitution. Les employé-e-s sont représenté-e-s au conseil d'administration, ce qui leur donne non seulement accès à toutes les informations, mais leur permet aussi d'influencer les décisions stratégiques. En Suisse, cette forme de participation des employé-e-s aux principales décisions de l'entreprise n'existe pas encore. Nous considérons que c'est notre tâche et la tâche des syndicats de tout mettre en œuvre pour augmenter les droits de participation.

4. De la SA à la « ST » : l'idée d'une « société des travailleuses et des travailleurs » a été lancée par le politicien et économiste réformiste tchèque Ota Šik. La propriété privée de l'entreprise devrait être progressivement complétée puis remplacée par le développement d'une propriété collective du personnel. Le capital collectif est généré par la conversion des parts de bénéfices réalisés en capital-actions, ce dernier n'étant pas remis aux employé-e-s sous forme de titres de participation, mais demeurant la propriété collective du personnel, qui peut en disposer démocratiquement.
5. Capital institutionnellement lié des employé-e-s : les caisses de pension gèrent l'épargne des travailleurs et des travailleuses, investissant des sommes énormes sur les marchés des capitaux. Les employé-e-s sont représenté-e-s de manière paritaire dans les conseils de fondation des caisses de pension. De fait, elles disposent d'un pouvoir économique potentiel sans précédent, car les caisses de pension peuvent exercer une influence sur les décisions stratégiques des entreprises en participant au capital-actions. La question reste ouverte de savoir si cela permet de gagner en démocratie économique. En effet, l'intérêt des caisses de pension à réaliser des rendements aussi élevés que possible est en contradiction avec leurs autres objectifs, comme celui du maintien de l'emploi dans l'entreprise. Il faudra donc trouver le moyen de déployer le pouvoir potentiel des employé-e-s selon une stratégie de démocratisation de l'économie. Ainsi, les caisses de pension pourraient et devraient participer au financement des projets publics d'infrastructures.

6. Etatisation: le transfert de sociétés privées de capitaux en mains étatiques peut représenter une forme valable, voire nécessaire de démocratisation de l'économie. En Suisse, il existe des précédents historiques (p. ex. les chemins de fer) et cela reste une option d'avenir. La même remarque est valable pour la création de nouvelles entreprises publiques, qui ne constituerait pas non plus une innovation (cf. les entreprises électriques, les banques cantonales).
7. La démocratisation de l'économie peut être réalisée dans le cadre des frontières nationales mais, à l'heure de la globalisation, le cadre international devient toujours plus important. Les situations initiales et champs d'action sont les mêmes : régulation étatique de certains marchés essentiels, établissement du service public au niveau transnational au lieu de privatisations transnationales, démocratisation des instances étatiques internationales dont la fonction est de piloter l'économie (OMC, FMI, Banque mondiale, OIT), participation au niveau des entreprises dans les groupes multinationaux, passage de groupes multinationaux de la propriété privée à la propriété collective, participation des travailleurs et des travailleuses au niveau des branches ainsi que renforcement du poids du Conseil économique et social des Nations unies.

Nous voulons garder les pieds sur terre, mais refusons de perdre de vue notre idéal. La démocratie économique se réfère à un autre ordre économique que le capitalisme, un ordre qui se concrétise déjà sur la base de solides racines. Il ne s'imposera cependant que dans un futur encore lointain et nous ne pouvons pas encore imaginer toutes les formes et mécanismes qu'il empruntera. Il sera le résultat de processus politiques divers mis en route il y a un certain temps déjà, mais dont la poursuite n'est pas automatique. Il est possible qu'ils s'enlisent ou se retrouvent sur la défensive et perdent du terrain.

La démocratisation de l'économie représente une stratégie socialiste de changement du système; elle se heurtera donc à une résistance acharnée de la part des milieux qui devraient abandonner de leur pouvoir. La poursuite de ce processus dépend d'abord de nous-mêmes, car personne d'autre n'est prêt à faire figurer des projets de démocratisation de l'économie à l'agenda politique. C'est à nous de le faire. Nous y sommes décidés. Ensuite, tout dépendra de notre réussite à obtenir des décisions allant dans ce sens. Cela dépendra ensuite de notre capacité à imposer politiquement nos solutions, de la qualité de nos projets de démocratisation de l'économie et de la force de conviction de nos idées et de nos arguments.

Nous le savons et beaucoup d'autres le savent : le capitalisme n'a pas tenu les promesses de la révolution bourgeoise ; liberté, égalité et solidarité. Il a eu sa chance, mais n'a pas su la saisir. Les objectifs de la révolution bourgeoise

étaient bons, mais pas la manière capitaliste de les réaliser. C'est donc à nous de trouver une autre voie. Nous voulons poser de nouveaux jalons sur la voie qui mène à la démocratie économique et nous espérons que beaucoup d'hommes et de femmes seront prêts à l'emprunter avec nous.

4. Découpler la croissance économique de la consommation des ressources

Les valeurs économiques reposent sur le travail et la nature. Le système actuel de production exploite de manière destructive aussi bien les travailleuses et les travailleurs que la nature. Un ordre économique juste ne peut donc pas se contenter de mettre fin à l'exploitation du travail, mais doit aussi se préoccuper du développement durable et du juste partage des ressources.

Le gaspillage actuel des ressources naturelles et des énergies fossiles est à l'origine de guerres, d'oppressions, de l'exploitation et de la destruction des bases naturelles de la vie des générations futures. La vision d'un ordre social dépassant le capitalisme inclut, en plus du développement de la démocratie économique, le découplage total de la croissance économique de la consommation des ressources. Ce n'est pas une question de capacité, c'est une question de volonté. Nous pourrions aujourd'hui déjà créer de la valeur en consommant beaucoup moins de ressources.

Les convictions du PS :

1. Par une offensive à grande échelle en matière de technologies propres (cleantech), le système de production doit être transformé en un cycle fermé dans lequel ce que l'on considère aujourd'hui comme des déchets serviront de matières premières pour de nouveaux processus de production. La croissance économique doit contribuer à réduire radicalement la consommation de ressources, au lieu de l'augmenter sans cesse. Le but est le partage équitable des ressources : personne ne doit consommer davantage que les ressources auxquelles les autres ont droit aujourd'hui et que celles dont devront pouvoir aussi bénéficier les générations suivantes.
2. La consommation d'énergie actuelle de la Suisse s'élève, par personne et par année, à environ 6000 watts en puissance continue et les émissions de CO₂ à environ 6 tonnes. C'est beaucoup trop. Nous contribuons fortement au réchauffement climatique avec toutes ses retombées négatives, déjà perceptibles aujourd'hui. Pour ne pas aggraver encore le réchauffement, il faut impérativement réduire la consommation d'énergie au tiers de ce qu'elle est actuellement, c'est-à-dire à 2000 watts, et diminuer les émissions de CO₂ de 80%, soit une tonne au maximum par personne et par an.

IV. Notre voie

1. Améliorer la qualité de la vie par la politique sociale

a. Compléter l'Etat social par une politique sociale préventive

L'état social du 21^e siècle doit tenir sur deux piliers. En plus du pilier relatif au suivi, qui protège contre les risques, il y a un pilier de la prévention, qui permet à chacune et à chacun de pouvoir saisir ses chances. Comme le montre l'exemple des pays scandinaves, cela améliore notablement la qualité de vie. Quand les formes de travail deviennent plus flexibles et souvent aussi plus précaires, quand les mutations sociales s'accélèrent, la fonction essentielle de l'état social gagne encore en importance : garantir la sécurité dans les changements. La peur du crash est paralysante. Seuls celles et ceux qui bénéficient de cette sécurité pourront prendre des risques. Seuls celles et ceux qui disposent de véritables opportunités pourront les saisir. Pour renouveler cette promesse de sécurité et d'ascension sociale dans la société d'aujourd'hui, nous préconisons d'y ajouter la notion d'état social préventif.

L'état social préventif met au centre l'être humain et ses possibilités d'épanouissement. Il ne se contente pas de payer des indemnités de chômage, mais propose une offre diversifiée pour aider les gens à retrouver une bonne place de travail. Il n'observe pas passivement les personnes qui doivent travailler et vivre dans des conditions qui les rendent malades, les renvoyant simplement à l'assurance maladie. Non, l'état social préventif lutte aussi contre les causes de leur maladie.

L'état social préventif permet aux citoyennes et aux citoyens d'améliorer leur situation sociale et d'en gravir les échelons. Ainsi, l'état n'est plus seulement un atelier de réparation, mais devient un état facilitateur et qualificateur, qui fait en sorte que chacune et chacun puisse mener une vie émancipée, choisie de manière autonome et libre de toute tutelle. Pour ce faire, il prend des mesures et met à disposition des infrastructures qui ouvrent des perspectives aux gens, leur permettent de sortir d'une situation difficile ou de ne pas y tomber : formation, conciliation entre vie familiale et professionnelle, intégration au marché de l'emploi et politique de prévention en matière de santé sont les axes principaux de la politique de prévention sociale.

Durant des décennies, la politique sociale a contribué de manière décisive à réajuster positivement la répartition des richesses. Elle devra encore remplir cette tâche à l'avenir. Cependant, il faut la compléter par une dimension préventive, parce que la société se transforme et que de nouveaux risques se

multiplient. Le fait de disposer d'un revenu ne permettant pas d'assurer le minimum vital, voire la perte soudaine de tout salaire sont devenus des facteurs majeurs de précarisation. Et le risque de pauvreté des personnes actives est très inégal selon les groupes d'âge, le marché du travail est plus flexible qu'autrefois. La norme valable jusqu'à présent – un emploi à 100% garanti à vie pour l'homme qui nourrit seul sa famille – n'a plus grand-chose à voir avec notre réalité sociale. Le système social actuel ne tient pas assez compte non plus de la migration, des changements involontaires d'emploi, de la nouvelle répartition des rôles entre les sexes, des formes changeantes de vie en commun avec des partenaires et des enfants, du nouveau rapport quantitatif entre les jeunes et les personnes âgées ou de la précarisation des conditions de travail pour un nombre croissant de personnes. En outre, l'état social traditionnel n'assure pas le travail non rémunéré, socialement essentiel. Dans le même temps, le passage à une économie basée sur le savoir rehausse les barrières de l'accès au marché du travail, la question de la qualification devient toujours plus décisive. Du coup, le nombre de chômeuses et chômeurs qui ne parviennent pas à se réinsérer sur le marché de l'emploi augmente à chaque crise économique.

Malheureusement, la Suisse a complètement raté l'occasion d'investir dans une politique sociale préventive. Elle en paie maintenant le prix, sous forme de hausse des coûts pour la réparation des dommages. Entre 1990 et 2005, la part du PIB des dépenses publiques en faveur de la formation n'a augmenté que de 4,9% à 5,8%, pour redescendre à 5,2% en 2007. Au lieu de permettre aux gens de s'intégrer avec succès sur le marché de l'emploi et dans la société, l'Etat doit maintenant faire face à une hausse des coûts pour la sécurité sociale, dont la part du PIB a, pour sa part, nettement augmenté entre 1990 et 2007, passant de 15,9% à 23%.

Les convictions du PS :

1. Il faut élargir notre orientation. La Suisse doit cesser de négliger l'aspect préventif de la politique sociale. Elle doit prendre des mesures drastiques en faveur de la formation, de la conciliation entre vie familiale et professionnelle et d'une politique de l'emploi visant à qualifier durablement les personnes en âge de travailler et à permettre l'entrée ou le retour à l'emploi des personnes dont le curriculum a été interrompu pour des raisons familiales ou pour d'autres raisons.
2. Les instruments d'une politique sociale préventive que nous avons mentionnés doivent être mis en œuvre pour lutter de manière ciblée contre la pauvreté, promouvoir un travail salarié décent et soutenir la formation. Ils doivent aussi aménager l'évolution démographique par le biais de la migra-

tion et favoriser une hausse du taux d'activité des femmes et des moins jeunes, empêcher l'exclusion et faciliter l'intégration professionnelle.

3. Une politique sociale préventive inclut aussi la promotion de la santé et l'amélioration de la prévention, dont la part aux dépenses totales de santé reste nettement inférieure en Suisse par rapport aux pays comparables. C'est l'environnement social qui représente l'élément décisif en matière de promotion de la santé et de prévention : la formation, les conditions de travail, la sécurité sociale et un réseau stable de relations ont une grande influence sur la santé. C'est la raison pour laquelle on ne peut pas renoncer à mettre en réseau la politique sociale et la promotion de la santé.
4. Cependant, la tâche suprême de l'état social préventif est l'intégration de toutes et tous dans la société, avec pour objectif la sécurité, la participation et l'émancipation. La politique sociale préventive met donc en lien différentes tâches de l'Etat : les politiques économique, financière et d'emploi, les politiques de la formation et de la santé, les politiques de la famille et de l'égalité ou encore celle de l'intégration des migrant-e-s.

b. Redistribution et sécurité sociale

Un des besoins fondamentaux de l'être humain est de pouvoir passer sa vie en sécurité et garantir cette sécurité est une des tâches fondamentales de l'Etat.

Pour le PS, sécurité veut d'abord dire sécurité sociale, c'est-à-dire l'assurance de pouvoir gagner sa vie et entretenir ses enfants grâce à un travail bien payé. La sécurité de l'emploi est indissolublement liée à cette forme de sécurité. Comme l'économie n'est pas toujours à même de garantir l'emploi et un salaire décent qui sont deux formes existentielles de sécurité, nous avons besoin d'institutions sociales qui peuvent compenser la perte du salaire par une indemnité de remplacement. Il s'agit d'abord des assurances sociales pour les cas d'invalidité, de parentalité, de chômage et de vieillesse, puis de l'assistance sociale lorsque les assurances sociales sont insuffisantes ou inapplicables.

Le PS voit dans le développement de l'État social en Suisse dans l'après-guerre son acquis historique le plus important. Il est résolu à maintenir les prestations des institutions sociales et, au besoin, à les transformer ou à les développer, en fonction de l'évolution de la société, car il sait que les hommes et les femmes ne peuvent être vraiment libres et s'épanouir que si la sécurité sociale leur est garantie.

Les convictions du PS :

1. L'organisation et la structure des systèmes d'assurance sociale ainsi que leur harmonisation sont devenues trop compliquées, partiellement ineffica-

ces et opaques. Il faut viser un regroupement de toutes les assurances destinées à compenser temporairement la perte de gain en une seule assurance générale (y compris pour la parentalité) du revenu, ainsi qu'un renforcement du poids de l'AVS par rapport au deuxième pilier.

2. Les systèmes de sécurité sociale doivent s'orienter sur l'évolution démographique. Sont particulièrement importants à cet égard :
 - Le rapport entre les actifs et les retraité-e-s, qui évolue défavorablement;
 - La distinction entre les retraité-e-s encore « jeunes », disponibles et performants, et les retraité-e-s « âgé-e-s et malades » qui ont besoin de soins;
 - La structuration de la société en un secteur familles et un secteur non-familial avec des attentes très différentes envers l'État social (p. ex. soutien aux familles contre aide extrafamiliale pour les enfants et pour les personnes dépendantes) ;
3. Les personnes qui souhaitent travailler mais sont peu qualifiées et/ou handicapées courent un risque élevé d'être exclues du marché de l'emploi ou de ne pas du tout y être admises. Il faut créer des systèmes d'incitation mettant fin à cette exclusion.
4. L'État social doit être défendu politiquement et financièrement contre la concurrence non-régulée entre les places économiques de même qu'en matière d'impôts et de coûts.
5. En raison des nouvelles manières de vivre en société, le bénévolat en faveur de la communauté est sous pression et menacé de ne plus pouvoir remplir, dans la même mesure, sa fonction d'appui indispensable pour la sécurité sociale. Il doit bénéficier d'une meilleure reconnaissance sociale.
6. L'accès au service public de la santé doit être garanti à égalité pour toutes et tous. Cela implique une assurance de base obligatoire avec un catalogue de prestations couvrant les besoins de la population. La demande en soins de longue durée augmente avec le vieillissement de la population. La politique de la santé doit faire en sorte de mettre à disposition les ressources nécessaires et assurer un financement socialement acceptable.
7. Le déficit d'équité le plus aigu dans la politique suisse de la santé se trouve dans le financement de l'assurance maladie au moyen de primes par tête. Il faut soit les remplacer par un financement en fonction du revenu, comme pour les autres grandes assurances sociales, soit aménager le système des réductions de primes de telle sorte qu'un accès simple, juste et uniforme soit garanti dans l'ensemble du pays.
8. La justice redistributive fait partie de la justice sociale. Mais la répartition du revenu et de la fortune est très inégale entre les groupes et les couches de la société. Au cours des deux dernières décennies, l'écart entre riches et

pauvres, entre bas et haut, a continué de se creuser. Le PS veut renverser cette tendance.

9. En ce qui concerne l'égalité des sexes, des réformes sont nécessaires pour assurer l'égalité des salaires entre hommes et femmes, pour supprimer la sous-représentation des femmes dans les directions d'entreprises et aux postes à responsabilité de l'Etat ainsi que dans la sous-représentation des hommes dans le travail familial. Si l'on veut instaurer une société véritablement humaine, il faut dépasser notre société masculine.
10. Le nombre des personnes rejetées dans les marges de la société est en augmentation. Le PS entend soutenir les groupes socialement défavorisés par des mesures ciblées de promotion et combattre les discriminations de toutes sortes. Les personnes qui connaissent des rapports de travail précaires, les chômeuses et chômeurs, familles monoparentales, personnes souffrant de déficits en matière de formation, handicapé-e-s et migrant-e-s ont tout particulièrement besoin de notre solidarité.

c. Renforcer massivement les mesures en faveur de la formation

La formation est une valeur essentielle et le droit à la formation, un droit humain fondamental. La formation contribue à l'émancipation des êtres humains, leur permet de prendre part à la vie culturelle et constitue une condition indispensable à une participation active à la démocratie économique et politique. En cela, la formation est aussi un correctif à l'abstention croissante.

De plus, la formation occupe une place centrale dans une politique sociale préventive. Elle représente un des principaux instruments de la politique sociale. Dans l'économie du 21^e siècle, basée sur le savoir, les déficits de formation et les difficultés d'accès au savoir représentent des risques sociaux majeurs. Les personnes les mieux formées sont moins souvent victimes de maladies et vivent plus longtemps que les personnes peu formées. Les personnes les mieux formées participent davantage à la vie sociale et politique. Elles s'intègrent plus vite et plus durablement au marché du travail. Leurs possibilités de choix sont plus larges dans le domaine professionnel, et elles ont plus de chances de s'épanouir et d'évoluer dans leur métier. Les personnes bien formées sont plus actives professionnellement, leur risque de chômage est faible. Comme une bonne formation réduit nettement le risque de maladie, de chômage et de pauvreté, cela entraîne aussi une hausse des recettes fiscales et un repli des dépenses sociales.

La Suisse fait partie des sociétés du savoir: la quantité de savoir disponible et investie augmente aussi vite qu'elle est vite dépassée. L'accès à ce savoir, sa répartition, sa gestion et son contrôle sont devenus un facteur clé pour la société dans son ensemble et donc aussi pour la politique. Dans une telle société-

té du savoir, la position d'une personne et son potentiel sont définies essentiellement par sa formation – scolaire, professionnelle, continue, sa culture générale.

Il existe des liens essentiels entre le système de formation et les autres domaines de la société. Le rapport avec le marché du travail est très important, dans la mesure où l'emploi en soi et le choix du travail et de la carrière dépendent directement du niveau de qualification. Le rapport entre une formation de qualité et l'accomplissement des devoirs civiques ainsi que la participation à la vie culturelle est également clairement prouvé.

La formation est LA matière première de la Suisse, qui dispose depuis longtemps d'un système de formation performant et donc d'une population relativement bien formée. Le système suisse de formation a connu, au cours des deux dernières décennies, des changements marquants que nous considérons comme des progrès : l'amélioration de la perméabilité entre les différentes voies de formation, la revalorisation de la formation professionnelle par l'introduction de la maturité professionnelle et des hautes écoles spécialisées, l'égalité des sexes (surtout concernant la proportion des étudiantes dans les universités), la meilleure mise en réseau internationale des systèmes nationaux de formation. D'autres réformes suivront, elles sont à notre avis indispensables si la Suisse veut conserver sa position dans le peloton de tête des économies du savoir.

Les convictions du PS :

1. Globalement, il faut massivement renforcer les mesures en faveur de la formation en Suisse. Les investissements en faveur de la formation doivent être portés à 8% au moins du PIB dans un avenir proche avant que des mesures supplémentaires d'extension ne soient prises.
2. Nous sommes encore loin de l'égalité des chances dans le domaine de la formation. L'origine sociale détermine l'accès à la formation beaucoup plus fortement que les capacités et les préférences personnelles. La formation ou son absence sont « héréditaires ». Il s'agit de supprimer les obstacles liés aux catégories sociales qui prétéritent l'égalité des chances en développant l'accueil extrafamilial des enfants, les offres préscolaires et parascolaires, les écoles à horaire continu, les bourses d'études, le droit à l'apprentissage.
3. Le système suisse de formation est toujours composé de 26 systèmes cantonaux, en partie très différents. Le PS considère que ce fédéralisme exacerbé est anachronique et plaide pour un processus de coordination et d'harmonisation en profondeur.

4. Le système dual de formation est un élément clé de la qualification de la population face aux exigences du monde du travail. Ce système dépend toutefois largement de l'offre de places d'apprentissage. Nous observons ici des évolutions inquiétantes comme l'arrivée d'un nombre croissant de filiales d'entreprises internationales sans aucune tradition de formation professionnelle ou le déplacement d'emplois de secteurs à formation duale à d'autres qui ne la connaissent pas. Le PS lutte pour une politique de la formation professionnelle et pour de nouvelles solutions visant à renforcer et non à affaiblir le système dual de formation.
5. Eu égard à l'évolution accélérée vers une économie basée sur le savoir, il faut intensifier les efforts en vue de promouvoir un secteur de la science et de la recherche très bien intégré dans les réseaux internationaux et guidé par des principes éthiques.
6. Les exigences posées aux professions pédagogiques se sont fortement accrues tandis que leur attractivité et la reconnaissance sociale dont ils jouissent se sont réduites. C'est exactement le contraire de ce dont a besoin une société du savoir. Pour le PS, la revalorisation du métier d'enseignant-e à tous les niveaux constitue un objectif central de politique de la formation.

2. Pour plus de démocratie et un Etat bien organisé

a. Continuer à développer la démocratie

L'état de droit démocratique représente pour le PS un élément constitutif irremplaçable d'une bonne société. Nous pensons que la démocratie directe, telle qu'elle s'est développée et établie durant les 160 premières années d'existence de l'Etat fédéral, est la forme de gouvernement la plus appropriée pour la Suisse, et nous la défendons énergiquement contre celles et ceux qui la jugent inefficace, trop lente ou même dépassée. La démocratie directe est supérieure à la démocratie parlementaire en ce que le souverain peut exercer son pouvoir non seulement en élisant le Parlement, mais aussi en prenant position régulièrement sur des thèmes spécifiques.

Autant la forme démocratique de l'Etat nous tient à cœur, autant il nous importe aussi de nommer ses limites, car même le peuple n'a pas le droit de tout faire. La démocratie trouve ses limites dans le droit supérieur, qui est également légitimé démocratiquement, c'est-à-dire dans les droits humains et dans le droit international et également, pour les cantons, dans le droit fédéral.

Le principe de la démocratie doit être déterminant pour toute la société. Il devrait aussi être appliqué dans les organisations de la société civile (associa-

tions, églises, sociétés, partis) et, de manière appropriée, dans les écoles où la démocratie devrait être apprise et exercée.

La globalisation a pour conséquence l'importance grandissante des organisations internationales. Ces organisations sont le plus souvent de nature exécutive et insuffisamment légitimées démocratiquement. Les principales institutions de ce type (ONU, OMC, FMI/Banque mondiale, OIT) se verront, à l'avenir, confier de plus en plus de compétences aujourd'hui nationales, compétences qui passeront ainsi de la souveraineté, démocratiquement légitimée, des états nationaux à des institutions globales dont la légitimation est moindre. Il en résulte, selon nous, un besoin impératif de démocratiser les institutions internationales.

Le PS ne s'est jamais contenté de la démocratisation du pouvoir étatique, mais s'engage aussi, depuis sa fondation, en faveur de la démocratisation du pouvoir économique (cf. chapitre III.1). Une des raisons en est que les grandes entreprises et les groupes internationaux sont des facteurs de pouvoir dans la société. D'une part, les groupes internationaux se soustraient toujours plus aux régulations nationales, alors qu'ils utilisent d'autre part leur « pouvoir de menace » (délocalisation d'emplois et de recettes fiscales) pour faire pression sur les états et ainsi contourner les législations démocratiques.

Les convictions du PS :

1. Dans le domaine de la démocratie politique, des réformes sont nécessaires. En premier lieu pour conférer le droit de vote et d'éligibilité aux migrant-e-s établi-e-s dans le pays, puis pour accorder le droit de vote aux jeunes dès 16 ans.
2. Les évolutions démographiques et socio-économiques font que les frontières étatiques intérieures sont de plus en plus souvent dépassées sur le plan économique et social. Cantons et communes y réagissent en créant des structures (associations ad hoc, concordats) intercantionales ou intercommunales. Comme ces structures sont essentiellement ancrées au niveau exécutif, elles présentent un évident déficit démocratique qui doit être comblé.
3. La nécessité de démocratiser les principales institutions internationales doit être réalisée par la mise en place de législatifs ou par l'implication des Parlements nationaux dans leurs décisions stratégiques.

b. Renforcer l'état de droit et le principe fédéraliste de subsidiarité

Pour le PS, l'état n'est pas le seul acteur de l'aménagement d'une qualité de vie maximale pour le plus grand nombre, mais il en est sans conteste le principal. Son action découle de la volonté populaire et est dévolue au bien pu-

blic. La volonté populaire s'est exprimée dans la constitution et dans les lois. Elle est le résultat d'élections et de votations ; elle constitue le terrain sur lequel évoluent les représentant-e-s élu-e-s et les employé-e-s de l'état.

Le PS considère la séparation des pouvoirs entre exécutif, législatif et judiciaire comme un acquis historique essentiel; il la défend sans restriction. Les processus et les décisions démocratiques doivent également s'inscrire dans le cadre défini par les droits humains et l'état de droit. C'est pourquoi il faut renforcer le pouvoir judiciaire.

Le PS mise sur la force du droit face au droit du plus fort. L'ancrage dans la constitution et dans le droit international des droits fondamentaux individuels, qu'on peut faire valoir en justice, et des droits sociaux est extrêmement important pour la liberté des individus d'agir et de s'épanouir selon leurs convictions, leurs préférences et leurs capacités. L'état de droit les protège contre l'arbitraire étatique et leur garantit la possibilité de défendre leurs intérêts légitimes vis-à-vis des tiers.

Le PS est favorable à des structures étatiques fédéralistes parce qu'elles contribuent au partage du pouvoir et à la proximité avec les citoyennes et les citoyens. Nous considérons que la structuration entre les trois niveaux de la Confédération, des cantons et des communes est opportune et viable à l'avenir ; cependant, sa concrétisation actuelle devrait faire l'objet de réformes. Elle devrait, de plus, être complétée par une quatrième dimension, la dimension européenne.

Les convictions du PS :

1. La construction européenne sous la direction de l'UE et la globalisation mondiale sont des processus d'une grande portée historique. Ils vont de pair avec une perte d'influence des états nationaux. La Suisse, en tant que pays étroitement lié à l'UE sans en être encore membre, ressent cette perte de souveraineté de manière insidieuse, et la désigne par un euphémisme, la « reprise autonome ». Aux yeux du PS, cette perte de souveraineté ne pourra être compensée que par le gain de souveraineté à l'échelle européenne que permettra l'adhésion à l'UE. C'est une des raisons pour lesquelles nous sommes favorables à cette adhésion.
2. Il faut réformer le fédéralisme. Cela vaut d'abord pour la surreprésentation structurelle des petits cantons campagnards, qui est un produit de l'histoire du 19^e siècle. Avec leur représentation parlementaire au Conseil des États et avec le mécanisme de la majorité des cantons lors de votations, ces cantons bénéficient d'une influence excessivement importante, depuis longtemps sans rapport avec la répartition réelle de la population entre les villes

et les campagnes. Le PS se prononce pour une adaptation du fédéralisme à l'évolution réelle de la société.

3. Des réformes des structures territoriales sont indispensables à tous les niveaux. Les évolutions socio-économiques qui se sont produites depuis la création de la Suisse moderne, il y a plus de 160 ans, remettent en question les structures fédéralistes avec 26 cantons, de nombreux districts de petite taille et près de 3000 communes. Sur le plan des communes et des districts, les réformes territoriales sont déjà en cours. Le PS salue et soutient ce processus qu'il tient pour inévitable à moyen et long terme sur le plan cantonal également. A long terme, le nombre des cantons devra ainsi être fortement réduit afin de donner naissance à des entités plus égales, plus grandes et plus autonomes qui pourront assumer leurs tâches futures avec une nouvelle vitalité.
4. L'État de droit doit être renforcé par l'institution d'une juridiction constitutionnelle, qui examinera la compatibilité des décisions du gouvernement, du Parlement et du peuple avec le droit supérieur, c'est-à-dire avec les droits fondamentaux. A l'avenir, les initiatives populaires ne doivent être déclarées valables que si elles respectent les principes fondamentaux de la Constitution et du droit international.
5. Les instruments de la démocratie directe doivent être affinés. Il faut introduire un droit d'initiative au niveau législatif, afin de débarrasser la Constitution d'éléments qui n'ont rien à y faire. Il faut également introduire un référendum constructif, pour pouvoir non seulement refuser mais aussi concrètement améliorer les lois. Et nous devrions créer une nouvelle forme d'initiative populaire permettant au peuple de donner des mandats concrets au Conseil fédéral dans le domaine de la politique étrangère.
6. Le PS souhaite la création d'un nouvel organe de l'État, un Conseil économique et social dans l'esprit d'un Conseil de l'avenir, à même de conseiller les Chambres fédérales et disposant d'un droit de proposition.

c. Pour une politique active d'intégration et de non-discrimination

L'évolution sociale de la Suisse depuis 1848 est marquée par plusieurs processus remarquables en matière d'intégration, processus qui sont eux-mêmes le résultat de durs conflits sociaux : il s'agit d'abord de l'intégration de la population des cantons catholiques agricoles à la suite du Kulturkampf; de l'intégration des travailleuses et des travailleurs suite à la lutte des classes et de l'intégration des femmes suite aux combats pour l'égalité. L'intégration est toujours le produit d'un processus réciproque ; elle signifie la suppression ou, du moins, une forte diminution des discriminations systématiques, implique des

concessions à des groupes sociaux significatifs, réduit les tensions sociales et favorise la cohésion nationale.

La Suisse a fait preuve à l'interne d'une impressionnante capacité d'intégration. C'est d'ailleurs une des principales qualités historiques du pays. Aujourd'hui, elle est à nouveau mise à l'épreuve par le défi de l'intégration des migrant-e-s. Le PS a joué un rôle essentiel dans l'intégration de la classe laborieuse et des femmes. Il veut en faire de même pour l'intégration des étrangères et des étrangers. Il se bat contre la marginalisation et l'exclusion de groupes entiers de la population, conscient que cela attise les conflits au lieu de les résoudre, défait les liens sociaux au lieu de les renforcer. L'intégration n'est pas seulement le concept-clé de la cohésion sociale, mais aussi de la cohésion nationale et internationale. En tant que pays doté d'une culture et d'une langue majoritaire ainsi que de trois minorités linguistico-culturelles, la Suisse dépend, pour sa pérennité, de forces politiques qui s'impliquent de manière intégrative. Le PS est l'une de ces forces.

Les convictions du PS :

1. La Suisse est un pays d'immigration depuis une centaine d'années et elle va le rester. L'intégration des personnes migrantes est une tâche constante et essentielle. Elle implique que les migrant-e-s s'engagent à respecter les droits humains et l'État de droit démocratique, mais aussi que nous leur accordions le droit de participer de manière égale à toutes les activités sociales, tout en gardant leur identité culturelle propre. Il faut accorder le droit de vote et d'éligibilité à toutes les personnes établies en Suisse et leur offrir une perspective équitable en matière de naturalisation.
2. Soigner la cohésion entre les différentes langues et cultures du pays représente également une tâche politique durable. La protection politique des minorités, la politique des langues et le service public sont les instruments à mettre en œuvre pour atteindre ce but.
3. La globalisation selon le modèle néolibéral augmente le nombre de celles et ceux qui travaillent et vivent dans des conditions précaires. Cela peut devenir socialement explosif et entraîner une désintégration de la société. De tels processus de marginalisation doivent être identifiés et combattus par une politique active d'intégration et de non-discrimination. Il ne suffit pas d'interdire légalement toute forme de discrimination. Il faut aussi lancer des campagnes actives, étatiques ou non, pour promouvoir l'égalité de traitement et lutter contre le racisme, l'exclusion et la recherche de boucs émissaires.

3. Pour des structures étatiques fortes en Europe et dans le monde

a. Coopérer sur un pied d'égalité à l'intégration européenne

La Suisse est le pays le plus européen d'Europe. Situé en plein cœur du continent, elle assume des fonctions essentielles s'agissant, par exemple, des flux transnationaux de trafic ou du commerce international du courant électrique. Trois de ses quatre langues nationales sont aussi les langues des plus grands pays d'Europe, raison pour laquelle elle est étroitement liée culturellement à ses voisins. La Suisse entretient des échanges économiques extraordinairement intenses avec l'Union européenne : ces échanges représentent les trois quarts du total de nos importations et exportations de biens et la plus grande partie du capital investi à l'étranger. Près de 10% des Suissesses et des Suisses vivent dans des pays européens, près de 20% de la population suisse est constituée de ressortissant-e-s européen-ne-s. Il en ressort que la relation de la Suisse avec l'Union européenne et avec ses états membres est extrêmement importante pour la Suisse aujourd'hui et le restera demain.

Cette relation s'exprime par une multitude d'accords bilatéraux qui règlent, en premier lieu, des questions économiques. Mais il apparaît toujours plus clairement que la voie bilatérale devient difficile. Les négociations en vue de nouveaux accords bilatéraux s'enlisent, les problèmes non réglés s'accumulent, la nécessité d'agir se fait plus pressante, la voie bilatérale arrive dans une impasse. La Suisse s'isole toujours plus, ne participe pas à la construction de la maison Europe, alors qu'elle dépend toujours plus des décisions de l'UE. La reprise des règles européennes est, par euphémisme, qualifiée d'« autonome », mais n'est rien d'autre, en réalité, qu'une perte rampante de souveraineté.

Le PS a profondément analysé les raisons qui plaident pour ou contre une adhésion de la Suisse à l'UE et il en est arrivé à la conclusion que les avantages l'emportent nettement sur les inconvénients, pour autant que l'adhésion soit liée à une série de réformes sur le plan de la politique intérieure. De même que l'introduction de la libre circulation des personnes a été indissolublement liée à des mesures d'accompagnement pour protéger les salaires et les conditions de travail suisses, l'adhésion doit être indissolublement liée à des réformes internes d'accompagnement qui représenteront autant de progrès pour la population – par exemple la rétrocession partielle des recettes supplémentaires de la TVA à la population suisse.

La perte insidieuse de souveraineté ne peut être compensée que par le gain de souveraineté qui résultera de l'adhésion de la Suisse en tant que membre à part entière de l'UE. C'est seulement en tant que membre de l'UE que la Suisse pourra s'engager efficacement pour combler les déficits sociaux et démo-

cratiques du processus d'intégration européenne et pour faire avancer le projet européen de paix.

Les convictions du PS :

1. Le PS est pour le lancement rapide de négociations d'adhésion avec l'UE. La marge de manœuvre existant en matière d'aménagement social de l'adhésion doit être activement mise à profit.
2. L'adhésion de la Suisse à l'UE doit être accompagnée de réformes internes, afin que les avantages sociaux et écologiques de l'adhésion soient concrétisés rapidement et de manière visible sous la forme d'une amélioration de la qualité de vie, et afin d'empêcher les inconvénients potentiels de survenir, en les transformant en avantages par des mesures d'accompagnement efficaces.
3. Le système politique suisse avec sa démocratie directe et son fédéralisme doit être maintenu dans sa substance et réformé de telle manière qu'il permette à la Suisse de codiriger l'UE.
4. La Suisse doit s'engager pour que le processus de la construction européenne continue à progresser et que l'UE évolue pour devenir une union sociale et économique au service de toutes et tous et pour continuer à se démocratiser. Cela présuppose également l'adhésion à l'UE.

b. La contribution de la Suisse au renforcement de la gouvernance globale

Sur le plan international, la Suisse doit travailler sur cinq champs d'action politiques prioritaires en matière sociale et économique: la bonne gouvernance des états, le commerce équitable des biens et des capitaux, l'aide au développement, la protection du climat et la régulation des marchés financiers.

Bonne gouvernance des états: un état bien organisé constitue, dans le monde entier, la condition essentielle de la qualité de la vie et du progrès social et économique. Il faut combattre énergiquement la corruption, augmenter la participation démocratique à tous les niveaux et imposer le monopole de la force publique face aux seigneurs de la guerre et aux entreprises privées de sécurité. Pour atteindre ce but, il faut rendre l'ONU plus efficace, augmenter l'influence des organisations internationales, favoriser un multilatéralisme et un droit international forts pour exclure l'impunité des crimes étatiques.

Commerce équitable: le commerce libre et dérégulé n'est pas un concept de développement valable pour les plus pauvres de cette terre; il a trop souvent aggravé leur situation au lieu de l'améliorer. En revanche, le commerce équitable recèle un grand potentiel de lutte contre la pauvreté, parce qu'il associe les échanges de biens, de capitaux et de services au respect de standards

sociaux, écologiques et en matière de droits humains dans les processus de production.

Aide au développement: en plus de sa politique économique extérieure, la Suisse doit, par son aide au développement, fournir une contribution de qualité à la réalisation des Objectifs du Millénaire de l'ONU, qui visent à renforcer la bonne gouvernance des états et la participation démocratique de la société civile, contribuant ainsi à endiguer la violence et à promouvoir la paix. Il est essentiel de prévoir des programmes qui se basent sur l'importance économique centrale des femmes et qui luttent contre toute discrimination et exploitation des femmes et des enfants.

Protection du climat: en tant que pays économiquement très développé, la Suisse fait partie des pays qui nuisent le plus à l'environnement. Pour cette raison et parce qu'elle est un pays riche, elle devrait - avec d'autres - montrer l'exemple dans la lutte contre le réchauffement climatique. Une telle stratégie « écologique » offrirait en même temps de grandes opportunités sur le plan économique.

Régulation des marchés financiers: détachés de l'économie réelle, les marchés financiers hautement spéculatifs ont, en 2008, précipité l'économie mondiale dans sa plus profonde récession des 70 dernières années. Les dégâts sont entièrement mis à la charge de la population, tandis que les banques et les spéculateurs continuent leurs agissements comme si de rien n'était. Il faut une régulation internationale efficace des marchés financiers afin de garantir que cela ne puisse jamais se reproduire et que le système des marchés financiers soit mis au service de l'économie réelle et non l'inverse.

Les convictions du PS :

1. La Suisse doit progresser vers le passage du libre marché au commerce équitable. Il faut asseoir la position de l'Organisation internationale du travail (OIT) dans le système de l'ONU et renforcer l'application des droits fondamentaux internationaux en matière sociale et du travail. La Suisse ne devrait, en principe, ne plus conclure que des accords multilatéraux et bilatéraux comprenant des standards sociaux, écologiques et en matière de droits humains. Elle devrait également agir contre l'évasion fiscale, en particulier en provenance des pays en développement. Les régulations multilatérales doivent toujours avoir la priorité sur les régulations bilatérales.
2. Pour atteindre les Objectifs du Millénaire pour le Développement de l'ONU, la Suisse doit fournir une contribution quantitative et qualitative substantielle, correspondant à sa forte position dans l'économie mondiale. La part de l'aide publique au développement doit dépasser 0,7% du revenu national brut. Il est particulièrement important de prévoir des programmes qui se

basent sur le rôle économique central des femmes et qui luttent contre la discrimination et l'exploitation sociale des femmes et des enfants.

3. Le PS juge essentiel de ne pas exercer la solidarité seulement politiquement, mais aussi pratiquement. Le PS est co-fondateur et soutien de l'Œuvre suisse d'entraide ouvrière, dont il appuie les projets et les programmes, en Suisse et dans les pays en développement. Ces programmes sont basés sur la stratégie du « travail décent contre la pauvreté ». « Solifonds », qui encourage les efforts de libération sociale dans les pays en développement, poursuit le même objectif. Il est également soutenu par le PS qui est un de ses fondateurs.
4. La Suisse doit rejoindre le peloton de tête des pays qui luttent le plus résolument contre le réchauffement climatique.
5. De concert avec l'UE, la Suisse doit prendre et soutenir des initiatives visant à réguler efficacement les marchés financiers et à augmenter sensiblement leur transparence comme leur dotation en capital propre. Il faut introduire une taxe sur les transactions en capitaux (taxe Tobin) pour endiguer la spéculation internationale et libérer des moyens financiers en faveur du développement social.

c. Pour une politique suisse de sécurité et de paix solidaire

La paix et la sécurité sont au moins autant menacées par les risques naturels et techniques majeurs, les catastrophes naturelles, les centrales nucléaires, la grande vulnérabilité de nos infrastructures ou les pandémies que par les formes habituelles de menaces entre états et à l'intérieur des états ou encore par le terrorisme et les formes transnationales de la criminalité économique. La sécurité publique et la sécurité quotidienne sont décisives pour la qualité de vie de toutes et tous.

La globalisation a étendu notre regard qui ne se porte plus seulement sur la communauté internationale mais aussi sur les gens et sur leurs droits et besoins concrets. La séparation stricte de l'intérieur et de l'extérieur n'est plus pertinente. La politique de sécurité centrée sur l'armée et sur le territoire national est dépassée. La sécurité humaine est devenue plus importante tandis que la sécurité étatique a perdu de l'importance. A l'interne, il est devenu évident que l'Etat doit aussi assumer une coresponsabilité pour la sécurité au quotidien et à l'intérieur des ménages.

Les guerres et les dangers de guerre resteront tout aussi effrayants et menaçants à l'avenir, mais le théâtre des opérations ne sera plus situé en Europe. Nous le devons à la réussite exceptionnelle de l'UE dans sa volonté d'imposer et de maintenir la paix. Les guerres ont lieu dans d'autres régions du monde, mais cela ne signifie pas qu'elles ne nous regardent, ni ne nous concernent.

D'un côté, la Suisse est impliquée par ses propres activités: exportations d'armes, accueil de réfugié-e-s de la guerre, actions humanitaires, engagements de l'armée en faveur de la paix, participation à des sanctions et à des programmes de reconstruction de l'ONU, activités diplomatiques. D'un autre côté, la Suisse, à cause de ses réseaux de plus en plus denses de relations, est devenue plus dépendante et plus vulnérable face à des événements qui se déroulent à peu près n'importe où dans le monde. C'est pourquoi ce n'est pas seulement un devoir moral de promouvoir la paix dans le monde, de renforcer les droits humains et de rechercher la paix et la stabilité. C'est bien plus dans l'intérêt primordial de la sécurité de la Suisse elle-même.

Ce sont le développement social et économique équitable ainsi que les mesures de prévention par la promotion de la paix, le renforcement des droits humains, la protection du climat, le renoncement aux technologies trop dangereuses, le désarmement, des lois sévères sur les armes et la prévention médicale qui offrent la meilleure protection contre de nombreux risques. Une protection policière et militaire contre les risques qui ne peuvent pas être neutralisés autrement est également nécessaire.

Les convictions du PS :

1. Le PS s'engage pour une politique extérieure active, axée sur la paix. Cela n'est malheureusement pas encore une évidence en Suisse.
2. Le PS veut que la Suisse abandonne toutes ses activités qui favorisent la guerre, comme les exportations d'armes vers des pays à risque, et s'engage sur le plan international pour la résolution non-violente des conflits.
3. Les droits humains sont le noyau de toute société humaine. Ils sont universels et indivisibles et doivent être reconnus à chaque individu, sans aucune condition préalable. C'est ce que prescrivent la Charte de l'ONU et les constitutions de nombreux états. Mais la réalité est souvent bien différente. La Suisse doit mettre en œuvre tous les moyens dont elle dispose pour imposer les droits humains partout dans le monde et renforcer le Tribunal pénal international.
4. Le service militaire obligatoire est dépassé et entraîne une sur-dotation massive de l'armée. Il faut le remplacer par un système de recrutement volontaire. L'armée doit être réduite et transformée pour contribuer avant tout à la protection de la population civile et à la promotion internationale de la paix.
5. Le service civil assume des tâches importantes dans notre société. Il devra être maintenu en tant que service civil volontaire après la suspension ou la suppression du service militaire obligatoire.
6. La prévention et la gestion des catastrophes doivent être largement modernisées et la prévention doit être renforcée par rapport au suivi. Basée

sur des scénarios de guerre complètement dépassés, la protection civile a fait son temps. L'obligation de servir dans la protection civile et l'obligation de construire des abris pour la protection civile sont inutiles, inefficaces et incompatibles avec notre société hautement performante et mobile. Il faut leur substituer une protection de la population moderne, qui assure un niveau élevé de formation en coopération étroite avec les services de secours et regroupée au sein de grandes régions.

7. Les corps de police cantonaux doivent garantir la sécurité et l'ordre à l'intérieur. Les tâches relevant de la souveraineté policière ne doivent pas être déléguées à des entreprises privées ou à l'armée.

4. Pour une économie d'avenir au service de toutes et tous

a. Poser des garde-fous sociaux et écologiques à l'économie de marché

L'économie de marché présente de nombreux visages. Le libéralisme de l'école de Manchester qui s'est imposé contre l'ordre ancien, il y a plus de 160 ans dans le sillage de la révolution industrielle, n'a pas grand-chose à voir avec l'économie de marché que les luttes socialistes et syndicales ont dotée de garde-fous solides en faveur des travailleuses et travailleurs comme des consommatrices et consommateurs. Mais la révolution néolibérale lancée par Margaret Thatcher et Ronald Reagan s'est répandue dans le monde entier dans les années 90 et a renversé bon nombre de ces garde-fous. Depuis lors, les forces déchaînées du marché ont exacerbé l'exploitation de l'être humain par ses semblables et ont précipité, dès 2008, le système financier et économique global dans sa crise la plus grave depuis des décennies.

A l'opposé, un marché efficacement régulé constitue toujours le principe d'organisation incontournable d'une économie productive, efficace et innovante. Si les garde-fous sont bien posés, c'est la meilleure méthode pour réguler l'offre et la demande et pour déterminer les prix. Mais pour que le marché libre puisse déployer ses avantages, il faut que la concurrence fonctionne. La concurrence ne doit pas être entravée par la concentration du pouvoir économique dans les mains de quelques-uns, le manque de transparence, les monopoles privés nuisibles et la formation de cartels.

Si le marché peut être économiquement efficient, il est toutefois aveugle sur les plans social et écologique. Sur un marché non régulé, les prix du travail et des ressources naturelles tendent vers zéro. Les forces du marché détruisent la société et l'environnement. Elles n'entraînent pas la satisfaction des besoins humains, mais seulement de la demande, c'est-à-dire des besoins qui peuvent

être comblés au moyen de l'argent. Dans le monde entier, de très nombreuses personnes ne peuvent pas satisfaire leurs besoins de base en alimentation, en santé, en habitat et en formation, parce qu'ils n'ont pas d'argent pour acheter ces biens. Dans notre propre société aussi, de nombreuses personnes ne peuvent couvrir leurs besoins essentiels que de manière insuffisante, parce qu'elles ont trop peu d'argent. C'est pourquoi le marché doit être impérativement organisé, il n'est jamais un but en soi. L'organisation du marché doit en corriger les graves lacunes et le guider dans la bonne direction.

Le marché le plus important est le marché de l'emploi. D'un point de vue historique, il représente une grande émancipation du féodalisme. Cependant, il aboutit à l'exploitation grossière de la classe ouvrière car personne ne lui a fixé, au départ, des objectifs en termes humains. C'est la grande réussite historique des syndicats et du socialisme d'avoir arraché, au marché du travail non régulé, des salaires équitables et une certaine qualité de vie pour les salarié-e-s, grâce aux conventions collectives de travail et aux législations sur l'état social – l'humanisation du monde du travail demeure d'ailleurs la mission historique des syndicats et du socialisme.

Nous ne voulons pas dénigrer le marché ni le banaliser. Nous voulons mettre à profit ses qualités et corriger ses faiblesses. Nous voyons en lui un moteur de l'économie au service d'une société libre et juste, à condition que la société pilote les marchés par le biais de la politique, leur pose des garde-fous et leur fixe des objectifs, contienne leurs forces destructrices et les guide sur les voies permettant d'augmenter la qualité de vie et la protection de la nature.

En ce sens, le PS est favorable à une économie de marché sociale et écologique.

Les convictions du PS :

1. La progression de la globalisation de l'économie de marché capitaliste fait clairement apparaître les limites de l'organisation des marchés au niveau des états nationaux et menace ces états dans leur substance même. Poursuivant la maximisation du profit sans entrave et sans égards pour rien, ni personne, les marchés globaux dérégulés sont, à nos yeux, extrêmement néfastes du point de vue social et écologique. C'est pourquoi le PS est favorable à ce que des institutions actives au niveau global et démocratiquement légitimées soient dotées de compétences réelles en matière de législation et d'application du droit, afin que les marchés ne soient pas seuls à être globalisés, mais que la justice et le développement durable le soient aussi.
2. Une économie sociale de marché doit être flanquée, à tous les niveaux, de garde-fous garantissant la justice à deux égards: l'égalité des chances

(équité des conditions de départ) et l'assurance de conditions de vie dignes pour toutes et tous (équité des résultats). Un ordre libéral ne doit pas viser uniquement un objectif d'efficacité, mais aussi un ordre social.

3. C'est pourquoi une économie sociale de marché implique aussi la redistribution des fortunes et des revenus asymétriques, d'une part par une imposition progressive et des prestations sociales justement distribuées et d'autre, par une politique de l'emploi basée sur une politique conjoncturelle anticyclique, des salaires minimaux, l'égalité des salaires à travail égal et une organisation sociale des entreprises comprenant la participation des travailleuses et travailleurs. La jungle actuelle des rabais fiscaux doit disparaître au profit d'un système plus simple, plus transparent et plus juste et les lacunes fiscales doivent être comblées. Il faut introduire un impôt national sur les successions, un impôt sur les gains en capitaux, des barrières efficaces contre les abus de la concurrence fiscale ainsi qu'une stratégie cohérente en matière d'argent propre. Le modèle d'affaires traditionnel de la place financière suisse, qui reposait sur l'acceptation systématique de l'argent dissimulé au fisc, doit être mis au rencart et remplacé par une stratégie de l'excellence au niveau de la qualité des services.
4. Une forte régulation nationale et internationale et la surveillance des marchés financiers doivent notamment garantir que les fonds propres des banques soient massivement augmentés, que les affaires hors bilan soient interdites et que les affaires sur les produits dérivés deviennent plus transparentes. Il faut introduire une surveillance des flux de capitaux pour empêcher, en particulier, les spéculations contre des états, ainsi qu'une taxe sur les transactions financières (taxe Tobin), qui peut aussi, dans un premier temps, être lancée sur un plan régional et contribuera également à la stabilité du système financier international.
5. Une économie sociale de marché implique que les détenteurs du capital et le management assument la responsabilité entière des risques pris et des erreurs commises. Il n'est pas admissible que certaines entreprises puissent se reposer sur l'assurance d'être sauvées par les contribuables, simplement parce qu'elles sont trop grandes pour échouer. S'il existe quand même de telles entreprises pouvant compter sur une garantie de fait de l'Etat en raison de la constellation du marché, parce que leur faillite coûterait plus cher à l'économie que leur sauvetage ne coûte à l'état, alors ces entreprises doivent impérativement compenser financièrement ce sauvetage. En outre, le PS revendique des mesures préventives pour que les entreprises puissent disparaître en tout temps sans dommages pour le fisc et pour les employé-e-s. Il faut, pour cela, limiter la taille des entreprises et créer des provisions qui seront mises à disposition du personnel en cas de faillite.

6. En matière de politique agricole, le PS mise sur la qualité et non sur la production de masse, sur l'exportation dans les pays européens voisins au lieu du protectionnisme agricole. La valeur ajoutée du secteur agricole doit être augmentée, d'abord par une stratégie cohérente de la qualité, des labels spéciaux comme le label bio et des indications de provenance des produits. Les prestations des agriculteurs doivent être compensées équitablement par les prix. Le PS exige des marchés transparents et soutient les initiatives pour promouvoir les produits locaux et régionaux. Les paiements directs doivent tenir compte davantage de la plus-value écologique, dans le sens d'une économie agricole respectueuse de l'environnement et des besoins des animaux, et récompenser de manière ciblée les prestations correspondant à des objectifs supérieurs. Sur le plan international aussi, le PS s'engage pour la sécurité alimentaire et pour la suppression des subventions agricoles et des mesures de soutien aux exportations. Il exige que l'Organisation internationale du commerce (OMC) introduise des standards sociaux et écologiques de production et soutienne de manière ciblée le commerce équitable.
7. La politique monétaire de la Banque nationale suisse doit tenir compte de manière appropriée, en plus de la stabilité des prix, de l'évolution conjoncturelle ainsi que des cours de change, dans l'intérêt de la place économique. L'objectif est de tourner le dos à une politique visant exclusivement à lutter contre l'inflation, pour harmoniser pragmatiquement la politique monétaire avec les autres segments de la politique économique.

b. Pour un service public fort

Nous ne voulons pas exposer à la primauté du rendement régnant sur les marchés les institutions essentielles de la prévoyance, mais au contraire les soustraire à l'économie mercantile et aux mécanismes de la concurrence et du profit. L'état a pour mission de garantir l'approvisionnement de base de la population et des entreprises en biens et services essentiels pour leur subsistance. Font partie du service public dans cette acception: le système de formation, la santé, les assurances sociales, la sécurité publique, le marché financier et l'économie monétaire (car ils sont au service de l'économie réelle et doivent lui être subordonnés), l'approvisionnement en énergie, l'approvisionnement en eau, l'élimination des déchets et des eaux usées, les transports publics, les télécommunications, la radio et la télévision, l'aménagement du territoire, les structures d'accueil extrafamiliales des enfants et des personnes âgées et la poste. Le contenu exact de l'approvisionnement de base doit être redéfini sans cesse dans le processus politique pour être adapté aux mutations de la société. Le service public est assuré soit par des monopoles publics, soit par des entreprises privées disposant d'un mandat public.

La qualité de vie des personnes dépend dans une large mesure de la disponibilité des biens publics. Le service public contribue à l'égalité des chances, à la justice sociale et à la cohésion nationale. Il est, de plus, d'une importance essentielle sur le plan économique car la présence d'infrastructures de qualité – combinée avec une sécurité élevée de l'approvisionnement – représente un avantage concurrentiel décisif dans la compétition internationale.

Du point de vue socialiste, le service public présente encore trois avantages de poids: il est démocratiquement réglementé, solidairement financé et s'avère exemplaire pour ce qui est des conditions de travail, de l'écologie et de l'égalité des sexes.

Les convictions du PS :

1. En cette ère néolibérale, le service public est pris pour cible par la politique de libéralisation et de privatisation. Le capital privé est alléché par la perspective d'affaires lucratives. Le PS s'oppose à ce démantèlement qui aurait des retombées négatives sur la qualité de vie de larges cercles de la population. Les prestations de service public doivent être à la disposition de toutes et tous aux mêmes prix et à un niveau élevé de qualité dans toutes les régions du pays.
2. Le service public est aussi sous pression sur le plan international: les principaux pays membres de l'OMC veulent transformer peu à peu les dessertes de base nationales en marchés à privatiser. La Suisse doit s'opposer à ces tendances, les bloquer et aider à maintenir l'importance du service public malgré les courants néolibéraux. L'accès gratuit à l'eau potable est particulièrement crucial.
3. Le service public doit sans cesse être redéfini et développé. Il doit suivre la dynamique de l'évolution économique et sociale, ses prestations doivent être régulièrement examinées et adaptées, car c'est la seule manière de maintenir un service public créateur de bien-être et ressenti comme légitime.

c. Imposer le droit au travail dans un environnement nouveau

Le monde des entreprises, les professions, les rapports de travail et les temps de travail sont soumis à des changements profonds. Les nouvelles technologies bouleversent tout autant le marché du travail que le marché européen ou la globalisation. En dépit de tous ces changements, une constante demeure: le travail représente une partie essentielle de la vie pour la plupart des adultes, car il fournit la base matérielle de l'existence et donne un sens à la vie, notamment lorsqu'il s'agit d'un travail de prise en charge de la famille ou dans le domaine des soins ou encore de bénévolat dans des associations, des partis ou des communautés religieuses. Le travail correctement rémunéré est le

meilleur moyen de lutter contre la pauvreté et représente la condition essentielle d'une vie autonome. Le travail empêche l'exclusion sociale. Il en résulte un droit fondamental au travail, que nous défendons et réclamons, dans notre pays et dans le monde.

Depuis ses débuts, le PS s'est compris comme le représentant politique des salarié-e-s. Il se voit toujours ainsi et lutte pour le plein emploi, pour des salaires équitables, pour un rapport équilibré entre travail et loisirs, pour la conciliation entre vie familiale et professionnelle, pour des places de travail pour les personnes moins performantes, pour la formation et le perfectionnement et pour les assurances sociales, qui compensent la perte du salaire pour les personnes sans travail.

Le travail est en outre la principale source de création de valeur ajoutée sur le plan économique. On a trop peu tenu compte de ce fait jusqu'à maintenant dans la réalité des entreprises. Le pouvoir économique est aux mains des propriétaires, les travailleurs en sont exclus. Les entreprises servent les intérêts des actionnaires, qui sont trop souvent diamétralement opposés à ceux des travailleuses et des travailleurs. Le PS veut changer cela et œuvrer à un transfert de pouvoir économique au personnel des entreprises.

Les convictions du PS :

1. La productivité de la création de valeur économique ne cesse de s'accroître. Le PS s'engage pour que les gains de productivité profitent d'abord à celles et ceux qui les réalisent – c'est-à-dire aux travailleuses et aux travailleurs. Cette participation à l'amélioration de la productivité doit se faire aussi bien sous forme d'augmentations de salaire que de réductions du temps de travail calculées sur toute la vie active.
2. Le PS s'engage pour le plein emploi, qui découle du droit au travail, parce qu'il n'y a pas vraiment d'alternative au travail avec tout ce qu'il représente existentiellement. Nous refusons les bavardages sur le « socle incompressible de chômage », qui camouflent un manque de volonté de faire le nécessaire. Le chômage n'existera qu'aussi longtemps que nous le tolérons.
3. Le risque de tomber au chômage dépend directement des qualifications professionnelles: meilleures elles sont, plus le risque diminue. Par conséquent, la méthode la plus efficace pour lutter en faveur du plein emploi est le droit à la formation professionnelle et à la formation continue, la vie durant.
4. La libre circulation des personnes est une liberté importante pour tous les actifs, à condition que le principe du lieu de fourniture de la prestation soit reconnu à l'échelle européenne, que le droit d'association syndicale soit admis, que les qualifications professionnelles soient reconnues par-delà les

frontières et que les systèmes d'assurances sociales soient coordonnés. Les personnes qui viennent en Suisse pour travailler doivent le faire aux salaires et aux conditions de travail suisses. Le PS se bat pour une mise en œuvre conséquente de ce principe afin de protéger le marché du travail et de lutter contre le travail au noir.

5. Il existe une tendance à la précarisation des rapports de travail: travail sur appel, travail à salaire très bas (working poors), travail au noir, travail temporaire. Nous nous opposons à ces tendances. Celles et ceux qui travaillent à temps complet doivent pouvoir vivre de leur salaire. Pour y parvenir, il faut introduire un salaire minimal légal garantissant les besoins de base.
6. La conciliation entre famille et profession en est encore à ses balbutiements. Ce sont les femmes qui en font les frais dans leur carrière et les hommes dans leur engagement familial. Nous considérons que la suppression de ces fardeaux par une compatibilité totale de la famille et du travail représente un objectif prioritaire en matière de politique sociale. L'opposition entre le travail salarié et le travail familial, toujours structurée selon les sexes, doit être levée.
7. Les femmes sont toujours clairement discriminées par rapport aux hommes en matière salariale. Le PS maintiendra son engagement pour le principe « à travail égal, salaire égal » aussi longtemps qu'il ne sera pas réalisé.
8. Le pouvoir économique est toujours exclusivement aux mains de celles et ceux qui possèdent les moyens de production. Mais il serait nécessaire de faire participer les travailleurs et les travailleuses de manière au moins égale à ce pouvoir. Le PS soutient tous les efforts qui vont dans le sens d'une démocratisation du pouvoir économique.

d. Promouvoir les nouvelles technologies au service de l'être humain

Depuis longtemps, les plus fortes impulsions aux changements économiques et sociaux proviennent des sciences et de l'application de leurs découvertes aux nouvelles technologies. Ces vingt dernières années, il s'est agi avant tout des technologies de l'information et de la communication (TIC). A l'avenir, les biotechnologies et la nanotechnologie prendront le relais. Les dynamiques et mutations que provoquent ces technologies sont multiples et profondes, leur rythme très rapide. S'y adapter met les gens sous une énorme pression. Elles génèrent de nouveaux appareils, de nouvelles méthodes, de nouvelles fabriques, de nouveaux secteurs économiques et exigent de nouveaux savoirs, de nouvelles qualifications, de nouveaux emplois. Mais elles créent aussi de nouveaux problèmes. Ce phénomène va se poursuivre et son rythme va plutôt s'accélérer que se ralentir. Nul doute que la dynamique des mutations techno-

logiques entraînera de nouveaux bouleversements en profondeur dans l'économie et la société – et forcera la politique à intervenir.

Les convictions du PS :

1. La Suisse est en excellente position dans le domaine des sciences et des technologies: hautes écoles de très haut niveau, entreprises technologiques de pointe et position de leader dans les secteurs «nano» et «bio». Vu le potentiel économique de ces technologies, il est crucial de maintenir et de développer cette position. Mais il faut aussi être conscient de ses responsabilités: les chercheurs et les chercheuses doivent reconnaître les risques à temps, prendre au sérieux les défis éthiques et rechercher des solutions socialement et écologiquement acceptables.
2. Les gens ne devraient pas être écrasés par l'extrême dynamisme du développement de la science et de la technologie, mais ils devraient pouvoir le suivre. Cela présuppose un système continu de formation à partir de la formation de base jusqu'au perfectionnement toute la vie durant.
3. Si on est à la pointe de la technologie, il faut aussi jouer un rôle de premier plan dans l'évaluation des risques. C'est aussi une tâche de la politique que de reconnaître les dommages potentiels des nouvelles technologies et de prendre des mesures pour empêcher qu'ils ne se réalisent afin de protéger la dignité humaine et le développement durable. C'est, en outre, une tâche importante des personnes directement concernées et donc de la politique d'accompagner de manière critique et de fixer – au besoin – des limites à la recherche et au développement dans le domaine éthique, écologique et social.
4. La recherche de pointe et son exploitation économique creusent le fossé entre les pays industrialisés et le tiers monde. La Suisse doit s'engager au sein de la communauté internationale pour introduire des mesures de compensation.
5. Les femmes participent encore beaucoup trop peu à la recherche en sciences naturelles et au développement technique. Cela entraîne des choix unilatéraux des priorités, de grands potentiels scientifiques sont négligés. Ce déséquilibre n'est plus politiquement acceptable.

5. Le développement durable fixe des limites à l'économie

a. Pour une gestion durable de l'environnement

Le modèle de production actuellement dominant sollicite de manière excessive la capacité biologique de la planète. Ce sont les personnes qui y contribuent le moins qui doivent en supporter les conséquences les plus néfastes.

Les pays industrialisés portent, en premier lieu, la responsabilité politique de cette évolution devant les pays émergents fortement peuplés, dont la responsabilité augmente. Les conséquences de cette surexploitation sont dramatiques: réchauffement et changements climatiques consécutifs, pollutions de l'air et de l'eau, destruction des ressources naturelles, empoisonnement à large échelle des sols par des produits chimiques, destruction d'énormes surfaces de forêts, recul de la biodiversité, expulsion des habitant-e-s de territoires devenus inhabitables. S'y ajouteront, à l'avenir, des conflits internationaux, principalement pour l'eau.

Dans ses causes, ses manifestations et ses effets, cette évolution est de nature globale. La Suisse en est à la fois auteur et victime. Comme les autres pays, elle doit prendre la responsabilité d'arrêter cette autodestruction. Elle est même un peu plus responsable que la moyenne, en tant que pays contribuant plus que proportionnellement à l'apparition de ces problèmes, mais aussi en tant que pays qui a montré comment, dans certains domaines, on peut gérer les ressources naturelles de manière durable pour autant qu'il y ait une volonté politique.

Les convictions du PS :

1. La solidarité avec les générations futures exige un engagement résolu pour la protection des ressources naturelles et de bases de la vie, afin que nos descendant-e-s disposent de meilleures chances. C'est pourquoi le PS veut une transformation écologique de l'économie, une protection internationale du climat avec des objectifs ambitieux, la sortie du nucléaire, des systèmes de transport ménageant l'environnement, une agriculture biologique, une exploitation économe des matières premières et un aménagement du territoire axé sur l'écologie.
2. La transformation écologique (et sociale) de l'économie offre une extraordinaire opportunité qu'il faut saisir à tout prix. Dans le concept socialiste, l'écologie et l'économie ne sont pas contradictoires, parce qu'une croissance durable n'est possible qu'en respectant l'environnement et les êtres humains. Cette nouvelle orientation permet de créer de nombreux emplois, parce qu'elle offre aux entreprises innovantes des branches les plus diverses une occasion unique de se positionner sur les marchés du futur avec de nouveaux produits et services.
3. Une des principales causes du pillage irresponsable des ressources naturelles réside dans le fait que ces ressources sont disponibles à trop bas prix et que leur destruction ne coûte presque rien. Le PS défend donc le principe de l'internalisation des coûts externes: la destruction de l'environnement doit renchérir au point que les méthodes de production et

les modes de comportement qui ménagent l'environnement deviennent comparativement meilleur marché.

4. L'écologie est une des trois dimensions essentielles du développement durable. Le PS s'engage pour qu'elle devienne le fil conducteur absolument prioritaire de la politique nationale et internationale.
5. Le PS veut un nouveau droit du sol qui permette de contenir la spéculation foncière et l'exploitation de rentes foncières sans aucune prestation en retour. Le gaspillage du terrain doit être stoppé grâce à une législation efficace sur l'aménagement du territoire. Ce dernier ainsi que des mesures ciblées de promotion de la part des communes et des coopératives de construction de logements, doivent permettre de mettre à disposition suffisamment de logements à des prix raisonnables. Le PS se bat pour les droits des locataires et pour les propriétaires de maisons et de logements qui assument leurs responsabilités sociales et écologiques.
6. L'économie doit être au service des gens et non l'inverse. C'est pourquoi nous avons besoin d'indicateurs basés sur l'évolution sociale et mesurant la qualité de vie et le développement durable. Nous voulons nous employer à remplacer le PIB, norme par trop surestimée.

b. Pour les énergies renouvelables et une politique climatique cohérente

Le plus grand défi qui se pose au développement durable est celui du changement climatique. Il faut mettre fin aux émissions excessives de gaz à effet de serre et en particulier de CO₂ suite à la combustion des énergies fossiles et à la destruction des forêts qui absorbent le CO₂. Ce défi ne pourra être relevé que par des mesures coordonnées et résolues à tous les niveaux – local, régional, national et international.

Les convictions du PS :

1. Le PS lance une offensive en faveur des technologies propres (cleantech) dans le but de couvrir à long terme les besoins énergétiques de la Suisse uniquement au moyen d'énergies renouvelables. Dans une première étape, les besoins devront être couverts à moitié par les renouvelables en 2030. Cela permettra de créer des emplois, d'augmenter la qualité de vie, de rapatrier de la valeur ajoutée et des bénéfices des multinationales de matières premières vers des PME suisses et de garantir les bases de l'existence des générations futures.
2. La Suisse doit également s'engager en première ligne, au sein de la communauté, des états en faveur de toutes les mesures qui permettent de réduire les émissions de gaz à effet de serre de toutes sortes et d'augmenter les capacités d'absorption naturelle de CO₂. En parallèle, elle doit promou-

voir la protection du climat sur son propre sol sans attendre d'accords internationaux.

3. Les agents énergétiques jusqu'à maintenant dominants que sont le pétrole, le gaz naturel et l'uranium sont soit extrêmement dangereux, soit extrêmement néfastes pour l'environnement. Leurs réserves vont rapidement s'épuiser. Il existe des alternatives, elles sont connues, technologiquement à maturité et prêtes à être lancées sur le marché. Ces alternatives sont l'utilisation plus efficace de l'énergie et la production énergétique à partir de sources renouvelables (soleil, vent, biomasse, chaleur souterraine). Le PS veut une politique énergétique qui renonce aux centrales nucléaires et aux centrales à gaz, qui entraîne un bilan écologiquement acceptable des émissions de CO₂, qui réduise la dépendance à l'étranger, augmente la sécurité de l'approvisionnement et exploite entièrement le potentiel de création d'emplois que recèlent les énergies propres.

c. Pour une mobilité plus durable

La Suisse jouit d'un système de transports publics d'une densité et d'une qualité uniques en Europe. Dans aucun autre pays d'Europe occidentale, la part du rail n'est aussi élevée dans le trafic des marchandises. Mais les débats sur ce thème mettent souvent en avant les coûts, tandis que les avantages écologiques et économiques de ce système sont passés sous silence. Sans un réseau dense, efficace et moderne de transports publics, la mobilité serait ingérable en Suisse. Le soutien de la population est extraordinaire; il s'est exprimé lors de plusieurs votations populaires. Le peuple a confirmé plusieurs fois son attachement à une politique progressiste de transfert du trafic de la route au rail. Les infrastructures ferroviaires, qui sont de qualité et bien développées, contribuent durablement à la protection de la nature, à la cohésion sociale et à la prospérité de l'ensemble du pays. Il est indispensable de garantir le maintien de la substance et un développement ciblé des infrastructures, en particulier pour les raisons suivantes : gestion de la demande de transports, protection des Alpes, protection du climat, protection contre le bruit. Ces revendications sont aussi à mettre en relation avec un aménagement durable du territoire. Construire plus de routes ne permettrait pas d'éliminer les bouchons, bien au contraire.

Les convictions du PS :

1. Les infrastructures de transport public doivent être financées de manière fiable et à long terme. Les instruments de financement créés à cet effet (fonds) doivent être poursuivis et inclure aussi le maintien de la substance. Les projets de développement ne doivent pas se faire au détriment du

maintien de la substance. Si nous laissons des infrastructures en mauvais état à nos descendants, cela va leur coûter très cher.

2. Les solutions à appliquer, notamment dans les agglomérations, doivent contribuer à diminuer le trafic motorisé individuel, réduire le bruit et la pollution de l'air ainsi qu'à développer l'espace public et la sécurité.
3. La politique des transports doit être conçue de telle manière qu'elle favorise la protection du climat et réduise le plus possible les émissions de CO₂. Une mobilité durable ne sera possible que par un développement substantiel et conforme au besoin des transports publics et de la mobilité douce.
4. Les marchandises sur le rail! L'objectif de la politique de transfert a été fixé dans l'article sur la protection des Alpes: diminution des trajets en camion à travers les Alpes à 650'000 par année. Cet objectif aurait dû être atteint deux ans après l'ouverture du tunnel de base du Loetschberg. Il a été nettement manqué. Mais il faut le maintenir. Un des instruments les plus efficaces pour y parvenir est la bourse du transit alpin. Nous exigeons son introduction aussi rapidement que possible et sa mise en œuvre de manière eurocompatible.
5. Il faut renforcer et appliquer sévèrement les mesures de sécurité et les normes sur les conditions de travail dans le trafic des marchandises. Cela permettra une lutte à armes égales au niveau des coûts entre les différents modes de transports et renforcera la vérité des coûts.

Conclusion – tout dépend de chacune et chacun d'entre nous

Le socialisme a une longue histoire derrière lui. Le PS Suisse est né en 1888, sur fond d'industrialisation et de question sociale. Deux grands mouvements sociaux ont été à l'origine de sa naissance : premièrement, le mouvement des travailleuses et des travailleurs avec lequel le PS est toujours étroitement lié. Deuxièmement, le socialisme faisait aussi partie du mouvement des libéraux avancés, qui se battait alors pour un Etat fort, voulait moderniser la société et réclamait l'égalité sociale – notamment par le biais de l'enseignement obligatoire. Le PS est resté fidèle à ces principes.

Le socialisme ne s'est jamais départi de ses valeurs fondamentales – liberté, égalité, solidarité. Ces valeurs ont guidé chaque génération dans l'élaboration du programme du parti : en 1920, en 1935, en 1959 et en 1982. Aujourd'hui, les mutations sociales et les nouveaux défis internationaux nous placent devant des questions nouvelles, qui appellent des réponses et des priorités nouvelles. Mais les intérêts des personnes ne disposant que de revenus modestes ou moyens et la protection des plus faibles restent au centre de nos préoccupations. Le PS continue aussi à défendre l'état de droit libéral et démocratique.

Le PS a atteint nombre de ses objectifs au cours des 120 ans de son histoire: les mesures de protection des travailleurs et des travailleuses d'une part, et des consommateurs et des consommatrices d'autre part sont des acquis du PS, de même que le développement de la démocratie avec l'introduction du suffrage à la proportionnelle ou le droit de vote des femmes. L'introduction de l'AVS et d'autres droits issus de l'État social sont autant de succès socialistes, de même que la protection de l'environnement, la promotion des transports publics ou la prise de conscience de la nécessité d'une politique énergétique et d'aménagement du territoire placées sous le sceau du développement durable.

Le néo-conservatisme et le néolibéralisme, stimulés par la globalisation, remettent aujourd'hui en question bon nombre de ces acquis. Certes, l'économie suisse profite, dans l'ensemble, de la globalisation. Mais de nombreuses personnes n'arrivent plus à suivre et sont écrasées par une pression toujours plus forte à s'adapter. En même temps, le groupe des perdant-e-s de la globalisation ne cesse de croître, chez nous aussi, tandis que le racisme, l'exclusion et la recherche de boucs émissaires se répandent. Le PS est très directement mis au défi de réagir à ces tendances. C'est une des raisons pour lesquelles il entend adapter ses bases programmatiques à la réalité du monde globalisé.

Mais le meilleur programme ne sert à rien s'il ne déclenche pas des discussions à large échelle et s'il n'est pas mis en œuvre politiquement à tous les niveaux de l'État. C'est uniquement si les gens entendent concrètement changer les choses et prendre leurs responsabilités que quelque chose bougera vraiment dans notre pays. C'est seulement si chacune et chacun s'engage pour davantage de justice sociale et pour davantage d'emplois de qualité que nous réussirons.

Ce programme du parti constitue la base commune de notre action. Traduisons-le en actes – à la maison, au travail, avec nos collègues, en récoltant des signatures et en faisant campagne, dans notre section ainsi que dans nos fonctions à tous les niveaux – depuis les commissions communales jusqu'au Conseil fédéral. C'est seulement en nous engageant - ensemble - en faveur du OUI au renouveau et du OUI au changement que nous pourrions transformer la société pour la rendre plus solidaire.

Ce programme nous fournit les bases de ce changement. A nous de construire l'avenir sur ces bases !